



Stratégie Nationale de Communication en matière d'adaptation au changement climatique et d'alerte précoce face aux événements climatiques extrêmes

2014-2018

Préface

Le changement climatique, plus qu'une question du seul secteur environnemental, constitue une préoccupation centrale du développement socio-économique durable. En effet, ses impacts tant bio- physiques que socioéconomiques actuels et potentiels n'épargnent aucun secteur de la vie humaine.

Selon le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) et selon le cabinet britannique d'analyse des risques MAPLECROFT(2013), l'Afrique et notamment le Golfe de Guinée et l'Afrique de l'Est sont particulièrement menacées par les conséquences des bouleversements liés au changement climatique et exacerbées par la faible capacité des Etats et des Sociétés à s'y adapter.

Une analyse nationale intégrée de la vulnérabilité au changement climatique basée sur les projections climatiques sur les périodes 2031-2060 et 2061-2099 avec une période de référence de 2014 confirme ces faits et les impacts vont affecter tous les secteurs de la vie socioéconomique en provoquant des pertes économiques énormes qui sont préjudiciables à la vie des populations burundaises. Ces pertes sont notamment causées par l'augmentation croissante de la variabilité intra et interannuelle des précipitations qui se traduisent par la destruction de la production agricole suite aux pluies diluviennes, aux inondations et à la sécheresse; la destruction des infrastructures socio-économiques telles que les routes et les ponts; l'envasement et la destruction des barrages et ouvrages hydrauliques et de production d'énergie; la destruction des habitations et même la perte de vies humaines; etc.

Dans le cadre de la Convention Cadre des Nations Unies sur le changement climatique, le Burundi a déjà consenti beaucoup d'efforts au niveau politique, stratégique et institutionnel. Mais force est de constater que les questions liées aux connaissances et systèmes d'informations météorologiques pour élaborer les bonnes prévisions et l'alerte précoce ne sont pas clairement adressés.

La Stratégie Nationale de Communication en matière d'Adaptation au Changement Climatique et d'Alerte Précoce vient donc à point nommé pour apporter ses contributions aux fins d'améliorer:

- les connaissances sur le concept changement climatique et ses impacts sur différents secteurs socio-économiques à l'intention des décideurs, des élus, des Organisations de la Société Civile, des Medias et des Populations
- la fluidité d'informations météorologiques existantes des producteurs (IGEBU-MEEATU) aux utilisateurs que sont la Plateforme Nationale pour la Prévention et la Gestion des Risques et Catastrophes (PNPGRC), les Medias, les Ministères sectoriels, les Organisations de la Société Civile et les Populations;
- le système de sensibilisation, de conscientisation du public en général, des décideurs politiques, des élus, des administrations publiques centralisées et décentralisées, des collectivités locales, des organisations de la société civile et des populations sur le changement climatique;
- le système de suivi et de coordination intersectorielle sur le changement climatique avec un accent particulier sur la sensibilisation, la conscientisation et l'alerte précoce et la mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique;

- le renforcement des capacités opérationnelles de la Plateforme Nationale sur la Prévention et la Gestion des Risques et Catastrophes (PNPGRC) et ses démembrements locaux;
- la fonctionnalité du réseau de journalistes et médias sur le changement climatique.

L'élaboration de ce document de stratégie est de l'initiative du gouvernement burundais à travers les Ministères de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme et celui du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Elle a suivi un processus participatif et inclusif de toutes les parties prenantes concernées.

Elle interpelle d'œuvrer par une approche synergique, systémique et de transformation pour la demande et l'utilisation des informations météorologiques pour une meilleure adaptation au changement climatique et une alerte précoce face aux événements climatiques extrêmes. Cela passera par une chaîne de communication efficace et inclusive et va exiger un engagement individuel et collectif, un changement de pratiques et de comportement.

La disponibilité et l'utilisation des informations météorologies par l'approche multimédia et multisectorielle constituent la voute clé du succès pour augmenter la capacité d'adaptation des populations et l'alerte précoce basée sur les communautés pour réduire leur vulnérabilité face au changement climatique.

Nous profitons donc de cette occasion pour remercier tous les partenaires et parties prenantes qui ont contribué à l'élaboration de cette Stratégie Nationale de Communication en matière d'Adaptation au Changement Climatique et Alerte Précoce.

Nous invitons tous les secteurs concernés directement ou indirectement par les questions de changement climatique à s'approprier et à mettre en œuvre cette stratégie.



Sommaire

Liste des abréviations	2
0 Résumé exécutif	4
1 Introduction	8
1.1 Contexte justificatif	8
1.2 Objectif et portée de la stratégie	9
1.3 Méthodologie de travail	10
2 Les effets du Changement Climatique au Burundi	12
2.1 Profil géographique et climatique du Burundi: tendances historiques	12
2.2 Variabilité du climat et phénomènes extrêmes: situation actuelle et projections	12
2.3 Influence des aléas climatiques sur la production agricole	14
2.4 Autres effets des risques climatiques les plus courants	15
3 L'état des lieux	16
3.1 Cadre politique et légal	16
3.2 La conscientisation et la sensibilisation au changement climatique	18
3.3 Les prévisions météorologiques et l'alerte précoce face aux événements climatiques extrêmes	20
4 La stratégie de communication	23
4.1 Approche	23
4.2 Partie A: Sensibilisation et information de l'opinion publique en matière du changement climatique	24
4.2.1 Les éléments clés	24
4.2.1.1 Les groupes cibles	24
4.2.1.2 Les messages	25
4.2.1.3 Les messagers	26
4.2.1.4 Les canaux et supports de communication	26
4.2.2 Les axes de communication	29
4.3 Partie B: prévisions météorologiques et système d'alerte précoce axé sur la population	33
4.3.1 Les éléments clés	33
4.3.1.1 Les groupes et usagers cibles	33
4.3.1.2 Les messages ou les informations destinées aux usagers	34
4.3.1.3 Les messagers	35
4.3.1.4 Les canaux et supports de communication	36
4.3.2 Les axes de communication et les lignes d'action principales	37
5 Plan d'action	40
6 Bibliographie	52
7 Annexe: Liste des médias opérant au Burundi	53

Liste des abréviations

ACCES	Adaptation au Changement Climatique pour la protection des ressources en Eau et Sol
BAD	Banque Africaine de Développement
CAFOB	Collectif des Associations des Femmes Burundaises
CAH	Cadre d'Action d'Hyogo
CC	Changement Climatique
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique
CFCIB	Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi
CNE	Commission Nationale de l'Environnement
CSC	Climate Service Centre
CSLP	Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté
DECC	Direction de l'Environnement et du Changement Climatique
FORSC	Forum pour le Renforcement de la Société Civile au Burundi
GITEC	GITEC Consult GmbH, Köln, Germany
GIEC	Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
IFRC	International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
IGEBU	Institut Géographique du Burundi
OBPE	Office Burundais pour la Protection de l'Environnement
ISABU	Institut des Sciences Agronomiques du Burundi

MEEATU	Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme
MINAGRIE	Ministère d'Agriculture et de l'Elevage
OMM	Organisation Météorologique Mondiale
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PANA	Plan d'Action National d'Adaptation
PNPRGC	Plateforme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SAP-SSA	Système d'Alerte Précoce et Surveillance de Sécurité Alimentaire (FAO)
TV	Télévision

0 Résumé exécutif

Introduction

Les projections climatiques pour le Burundi s'accordent sur la prévision d'une augmentation sensible de la température, une tendance nette à la hausse du total des précipitations ainsi qu'une répartition moins uniforme de ces dernières. Ces variations de température et de précipitations vont entraîner une modification du cycle des saisons et une intensification du cycle hydrologique qui vont se traduire par une augmentation des fréquences d'inondations et de glissements de terrain alternées à des périodes longues de sécheresse.

Le changement climatique est donc une réalité au Burundi et affecte tous les secteurs de la vie socio-économique en provoquant des pertes économiques énormes qui sont préjudiciables à la vie des populations burundaises.

Face à ces menaces, le Burundi a déjà affirmé sa ferme volonté politique de s'adapter au changement climatique notamment à travers la ratification des différentes conventions et protocoles internationaux y relatifs et l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans son cadre de politique générale de développement (CSLP II). Très prochainement, le Gouvernement va adopter la Politique Nationale sur le Changement Climatique et son Plan d'Action.

En vue d'améliorer l'efficacité des services du Ministère de l'Eau, de l'Environnement de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (MEEATU), le Gouvernement du Burundi, vient de mettre en place, par le décret 100/240 du 29 Octobre 2014, l'Office Burundais pour la Protection de l'Environnement (OBPE) avec une Direction de l'Environnement et du Changement Climatique pour mieux coordonner toutes les initiatives et mobiliser les ressources pour l'adaptation au changement climatique. De plus, l'Institut Géographique du Burundi a été désigné par le MEEATU comme Point focal Climat. Tous ces efforts vont dans le sens d'augmenter la résilience des populations face aux effets néfastes du changement climatique.

Bien que des informations fiables sur les projections climatiques et leurs effets soient connus, le Burundi semble freiné par un manque de connaissances techniques et de capacités de communication au sein des acteurs partenaires, ce qui induit une faible capacité de réponse et d'adaptation aux effets néfastes du changement climatique.

C'est donc ici que la Stratégie Nationale de Communication en matière d'adaptation au changement climatique et alerte précoce trouve toute son importance puisqu'elle renvoie au processus de transmission des informations météorologiques et climatologiques aux institutions publiques, de la société civile et autres multiplicateurs locaux pour atteindre les populations rurales et les organisations des producteurs.

L'objectif principal de cette stratégie est l'amélioration de la communication et de la sensibilisation du public sur le changement climatique et l'alerte précoce en cas d'événement climatique extrême pour augmenter la capacité d'adaptation et la résilience des populations afin de réduire les impacts négatifs du changement climatique sur la société burundaise.

L'élaboration de ce document et son plan d'action a suivi une démarche participative et inclusive en plusieurs étapes avec l'appui technique et financier de la GIZ à travers le projet Adaptation au Changement Climatique pour la protection des Ressources en Eau et Sol (ACCES). Elle prend en compte les initiatives pertinentes en cours et prévues par les

institutions gouvernementales et les entités internationales telles que la Banque Africaine de Développement, l'Organisation Météorologique Mondiale et le Programme des Nations Unies pour le Développement.

Le document s'articule autour de 5 chapitres comprenant: (i) l'introduction; (ii) les effets du changement climatique au Burundi; (iii) l'état des lieux du cadre politique et légal; (vi) la stratégie de communication et; (v) le plan d'action.

Effets du changement climatique au Burundi

Les différents scénarii de changement climatique s'accordent sur la prévision d'une augmentation sensible de la température de 1,4 à 2,7°C d'ici à 2050 qui s'accompagnera par une augmentation des températures extrêmes.

Ces projections montrent aussi une tendance à la hausse du total des précipitations de 0% à 6% d'ici 2050, ainsi qu'une variation sensible des saisons et des cycles hydrologiques qui seront à l'origine des événements extrêmes tels que les inondations, les glissements de terrain, la fréquence des sécheresses.

Ces tendances sont confirmées par le 5ème rapport d'évaluation du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) de septembre 2013, qui prévoit une hausse des températures de 1 à 2,4°C d'ici 2065 et jusqu'à 3,1°C en 2100, pour la région d'Afrique de l'Est.

Ces perturbations climatiques vont affecter principalement les secteurs socio-économiques tels que l'agriculture et l'élevage, la santé humaine, l'eau et l'énergie et vont engendrer une chaîne d'impacts potentiels dont notamment: (i) une baisse des rendements de production agricoles; (ii) une destruction des infrastructures sociales et économiques (habitations, routes, ouvrages hydrauliques et énergétiques); (iii) une prolifération des maladies; (iv) des déplacements massifs ou des migrations des populations.

Etat des lieux du cadre politique, légal et institutionnel

L'adaptation au changement climatique est encore un sujet émergent au Burundi et le processus de mise en place du cadre politique, légal et institutionnel est en cours.

Du point de vue institutionnel, le MEEATU - à travers la Direction de l'Environnement et du Changement Climatique et l'Institut Géographique du Burundi - est chargé de la coordination des efforts pour faire face au changement climatique.

La récente réforme institutionnelle du MEEATU instituée par le décret n° 100/198 du 15 septembre 2014 précise les missions générales du ministère en matière d'adaptation au changement climatique et créé en même temps l'Office Burundais pour la Protection de l'Environnement (OBPE) qui a en son sein une direction en charge spécifiquement du changement climatique, en l'occurrence la Direction de l'Environnement et du Changement Climatique.

Du point de vue politique, la Politique Nationale sur le Changement Climatique élaborée en mars 2013 attend encore d'être approuvée par le Gouvernement. Elle pose les bases d'une approche plus holistique d'adaptation au changement climatique.

En ce qui concerne le cadre légal, politique et institutionnel spécifique à l'alerte précoce, le Gouvernement a mis en place sous l'autorité du Ministère de la Sécurité Publique - une Plateforme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes, des Plateformes Provinciales dans toutes les provinces du pays ainsi que les premières Plateformes Communales pilotes. Une Stratégie Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes et un Plan d'Action National 2012 – 2015 ainsi qu'un Plan de Contingence national actualisé en 2013 ont été adoptés. Toutefois, il convient de mentionner que les plateformes ne sont pas encore fonctionnelles et que les documents élaborés ne sont pas encore disséminés et restent inconnus du grand public.

La conscientisation et la sensibilisation au changement climatique est insuffisante pour la majeure partie de la population ainsi que les cadres des ministères sectoriels et les différentes autorités tant au niveau national que local.

La communication sur le changement climatique est quant à elle peu établie. Elle dispose de points de satisfaction, constituant les prémices de la présente stratégie de communication, mais également de nombreux points d'insatisfaction et de faiblesse qui freinent les efforts de conscientisation et de sensibilisation.

En ce qui concerne les prévisions météorologiques et l'alerte précoce face aux événements climatiques extrêmes, il apparaît que la chaîne de communication reste défailante et ne permet pas encore de réunir ces éléments clés.

L'analyse des forces et faiblesses des intervenants démontre qu'il y a une priorité de renforcer les acteurs principaux de la chaîne (IGEBU, MEEATU, MINAGRIE et PNPRGC) pour mieux définir les rôles et responsabilités de chacun pour mettre en œuvre la stratégie de communication en matière de diffusion d'informations météorologiques prévisionnelles et d'alerte précoce.

Stratégie de communication

L'objectif de la stratégie de communication est de contribuer à l'adaptation durable de la société burundaise aux effets néfastes du changement climatique et la réduction de dégâts et pertes provoqués par des événements climatiques extrêmes, à travers une communication améliorée et systématique.

Il est donc essentiel de faire comprendre à la société burundaise la réalité du changement climatique et l'urgence de développer des mécanismes d'adaptation. Il s'agit, non seulement de transmettre des informations sur le changement climatique, les aléas météorologiques et leurs impacts, mais aussi sur les interconnexions avec le mode de vie actuel de la population et les possibilités de changer, de s'adapter, tout en veillant à intégrer des mécanismes de communication valorisant les connaissances et expériences locales.

La communication portera sur deux aspects:

- a) la sensibilisation et l'information de l'opinion publique en matière du changement climatique avec comme groupe cible les dirigeants et décideurs politiques, les cadres des institutions responsables et partenaires pour l'adaptation au changement climatique, les médias, les ONG, les congrégations religieuses, les universités, les écoles primaires et secondaires, les leaders d'opinions traditionnels, les communautés rurales, les organisations de producteurs, ...

- b) les prévisions météorologiques et système d'alerte précoce axé sur la population avec comme groupe cible prioritaire les agri-éleveurs, les décideurs politiques, les cadres techniques d'encadrement du secteur agricole, de l'énergie, de la santé, du transport, de la PNPGR et ses démembrements provinciaux et communaux et les communautés, victimes potentiels des aléas climatiques.

Pour la sensibilisation et l'information de l'opinion publique en matière de changement climatique, les axes de communication consistent à :

- Conscientiser les cercles politiques;
- Renforcer les capacités techniques du gouvernement;
- Préparer les multiplicateurs non gouvernementaux;
- Sensibiliser et informer la population vulnérable.

Pour les prévisions météorologiques et système d'alerte précoce axé sur la population, les axes de communication et les lignes d'action principales à considérer consistent à :

- Renforcer les connaissances sur les risques climatiques au Burundi et sur les possibilités de prévention et préparation;
- Diffuser les prévisions météorologiques accompagnées d'orientations agro-météorologiques;
- Diffuser les alertes accompagnées d'instructions de réponse;

Les messages les plus pertinents sont: les prévisions saisonnières, accompagnées par des conseils agro-météorologiques; les informations sur le risque de catastrophes et les possibilités de prévention et protection et; l'alerte précoce pour une bonne préparation et prévention contre les effets des aléas climatiques.

Plan d'Action

Le Plan d'Action est articulé autour de trois axes stratégiques suivants: (1) sensibilisation et information de l'opinion publique en matière d'adaptation au changement climatique; (2) prévisions météorologiques et système d'alerte précoce axé sur la population; (3) coordination, mise en œuvre et suivi de la stratégie nationale de communication. Il présente des activités pertinentes pour la mise en œuvre de la Stratégie et qui pourront être réalisées en trois étapes, sur une période allant de juin 2014 à décembre 2018, comprenant une étape initiale, une phase de mise en œuvre effective et une phase de consolidation.

Le détail du Plan d'Action comprenant les activités, les responsables, les indicateurs de réalisation, les groupes cibles, le calendrier de mise en œuvre ainsi que les partenaires se trouvent en annexe du document principal.

De manière globale, la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Communication en matière d'Adaptation au Changement Climatique et d'Alerte Précoce exigera une phase de vulgarisation pour une implication effective de tous les acteurs concernés, l'établissement d'une structure de direction et coordination et un accord sur un système de suivi.

1 Introduction



Bujumbura, inondations du 10 février 2014

1.1 Contexte justificatif

Les projections climatiques pour le Burundi s'accordent sur la prévision d'une augmentation sensible de la température qui s'accompagne de l'augmentation des températures extrêmes. Elles montrent également une tendance claire à la hausse du total des précipitations, ainsi qu'une répartition des précipitations moins uniforme, c'est-à-dire une modification des saisons qui se caractérisera par une intensification du cycle hydrologique entraînant une augmentation des fréquences d'inondations et de glissements de terrain dues à l'augmentation des pics de débits de précipitations et une possible augmentation des sécheresses¹. Les effets de ces changements de températures et de régime pluviométrique pèsent d'ores et déjà sur l'économie et la société burundaise.

Intensification du cycle hydrologique prévue

Le Burundi reconnaît sur la scène internationale la nécessité d'agir et sa volonté de s'adapter au changement climatique. En effet, le pays fait partie de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC). Dans ce cadre deux communications nationales sur le changement climatique ont été préparées, la première en 1999 et publiée en 2001 et la seconde a été préparée sur 3 ans depuis octobre 2006 et a été finalisée en 2009 au lendemain de la quinzième conférence des parties à la CCNUCC qui s'est tenu à Copenhague au Danemark du 7 au 18 décembre 2009. Un Plan d'Action Nationale d'Adaptation au changement climatique a été élaboré en 2007. Le Burundi est également partie au

Volonté d'agir pour s'adapter au changement climatique affirmée mais pas encore exécutée

¹(2014) GITEC – Produit n°2, « Analyse de la connaissance et conscientisation du public en matière d'adaptation au changement climatique » mars 2014.

Protocole de Kyoto et à la déclaration de Rio+20. En outre, le Burundi a souscrit au Cadre d'Action d'Hyogo (CAH) pour 2005-2015. L'adaptation au changement climatique a été déjà intégrée dans le cadre politique comme la Vision Burundi 2025 de 2011 et le Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté de deuxième génération, 2012-2016 (CSLP II, 2012). Pour mieux coordonner ces approches et initiatives, en 2012, la Politique Nationale sur le changement climatique a été élaborée, ainsi que la Stratégie et le Plan d'Action du Burundi sur le changement climatique (PNSPACC).

Cependant l'intégration de la politique d'adaptation au changement climatique dans les politiques sectorielles, ainsi que la diffusion et la mise en œuvre de cette stratégie n'est pas encore exécutée.

Si le gouvernement Burundais reconnaît donc les défis liés à l'impact négatif du changement climatique et l'importance de prendre des mesures pour y faire face, en pratique il souffre d'un déficit structurel important qui ne lui permet pas encore d'apporter une réponse appropriée aux risques identifiés.

De plus, alors que des informations fiables sur les projections climatiques et leurs effets existent, le Burundi semble freiné par un manque de connaissances techniques et de capacités de communication au sein des acteurs responsables en matière de changement climatique et une faible conscientisation et compréhension de la part du grand public. Ce qui induit une faible capacité de réponse et d'adaptation.

On comprend pourtant l'importance de la communication sur ce thème puisqu'il renvoie au processus de transmission des informations météorologiques et climatologiques au sein des instances de l'Etat responsables, mais aussi dans les différentes sphères de la société civile, pour toucher les populations et permettre au plus grand nombre de s'adapter aux aléas climatiques et de réagir efficacement en cas d'évènement extrêmes.

1.2 Objectif et portée de la stratégie

L'objectif principal de la stratégie est l'amélioration de la communication et de la sensibilisation sur le changement climatique ainsi que sur l'alerte précoce en cas d'évènement climatique extrême pour augmenter la capacité d'adaptation au changement climatique de la société burundaise.

Plus spécifiquement, il s'agira d'élaborer des options stratégiques et des recommandations pour établir des plateformes et des systèmes de communication efficaces portant sur la génération, vulgarisation et diffusion des informations sur le changement climatique, la sensibilisation et la conscientisation de l'opinion publique d'une part, et le développement d'un Système d'Alerte Précoce (SAP) axé sur la population (en particulier en cas d'inondation et glissements de terrain et des évènements extrêmes), d'autre part.

Cette stratégie entre dans l'objectif du Gouvernement du Burundi d'intégrer l'adaptation au changement climatique dans l'action publique. Dès lors, la stratégie s'adresse en premier lieu aux différentes institutions responsables au niveau national et décentralisé en charge de la planification et de la mise en œuvre des

mesures spécifiques pour la sensibilisation au changement climatique et la mise en place d'un système d'alerte précoce viable et efficace. Elle s'adresse en Deuxième lieu à tous les autres acteurs engagés dans l'adaptation et l'alerte précoce tels que les différents bailleurs de fonds, le personnel académique, les ONG ou encore la société civile.

1.3 Méthodologie de travail

N° DU PRODUIT	TITRE	CALENDRIER DE PRESENTATION
1	Plan Opérationnel détaillé final	Réalisé, janvier 2014
2	Analyse de la connaissance et conscientisation du public en matière d'adaptation au changement climatique	Réalisé, mars 2014
3	Analyse du système d'information météorologique et d'alerte précoce	Réalisé, mars 2014
4	Stratégie nationale de communication préliminaire sur le changement climatique et l'alerte précoce	Réalisé, mai 2014
5	Stratégie nationale de communication finale sur le changement climatique et l'alerte précoce	mai 2014

La stratégie de communication finale correspond au produit 5 de la mission d'élaboration de la Stratégie. La stratégie finale se base sur les résultats des analyses présentés dans les produits 2 et 3 et intègre les commentaires et amendements résultant de la discussion de la stratégie préliminaire (produit 4) avec les différentes parties prenantes lors de l'atelier de restitution (14 mai 2014).

Les analyses présentées dans les produits 2 et 3 ont été élaborées sur base d'études documentaires et d'interviews semi-structurées, individuelles et / ou en groupe, avec les acteurs concernés tels que les représentants des ministères sectoriels affectés et ministères responsables des questions liées au changement climatique, les membres de la société civile, le monde académique et scientifique, les médias, le secteur privé, l'administration locale ou encore les spécialistes locaux connaisseurs du sujet. En outre, un atelier de lancement et autre atelier sur les chaînes de communication portant sur les prévisions météorologiques et l'alerte précoce ont été conduit avec les acteurs clés, en janvier et février 2014.

La stratégie entend donc faire la synthèse des informations pertinentes collectées au cours de ce processus et en déduire une stratégie et des actions concrètes pour augmenter la capacité d'adaptation au changement climatique à travers une conscientisation et communication améliorées.

Elle prend en compte les initiatives pertinentes en cours et prévues par les institutions gouvernementales et les entités internationales telles que la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Le présent document rappelle dans le second chapitre le profil et les projections climatiques du Burundi, ainsi que leurs effets.

Le troisième chapitre fait l'état des lieux du cadre politique et légal pour l'adaptation au changement climatique, de la conscientisation et sensibilisation au changement climatique et de la communication sur les prévisions météorologiques et l'alerte précoce.

La stratégie de communication relative à la sensibilisation et information de l'opinion publique en matière de changement climatique est présentée dans le chapitre 4.2.

Les éléments clés tels que les groupes cibles, messages, messagers, canaux et supports de communication y sont décrits, ainsi que les axes de communication à suivre.

Le chapitre 4.3, expose les détails de la stratégie de communication sur les prévisions météorologiques et l'alerte précoce axé sur la population. Les éléments clés, les axes de communications et les lignes d'action principales y sont également détaillés.

Le plan d'action de la stratégie en deux parties est présenté dans le chapitre 5.

2 Les effets du Changement Climatique au Burundi



Glissement de terrain dû à l'érosion fluviale, au manque de protection des berges et au transport des produits solides dans la rivière Ntakangwa, Bujumbura, 22 février 2014

2.1 Profil géographique et climatique du Burundi: tendances historiques

Le Burundi est un pays caractérisé par 5 zones éco climatiques à savoir la basse plaine de l'Imbo, la région escarpée du Mirwa, la zone montagneuse de la Crête Congo-Nil, les plateaux centraux et les dépressions du Kumoso et du Bugesera. Il appartient aux bassins hydrographiques du Nil et du Congo. Son climat est tropical humide influencé par l'altitude (entre 773 et 2670m). Il est également caractérisé par l'alternance d'une saison sèche de juin à septembre, et d'une grande saison de pluies d'octobre à mai². En janvier, on observe généralement la petite saison sèche qui dure 15 jours.³

2.2 Variabilité du climat et phénomènes extrêmes: situation actuelle et projections

Malgré ce schéma, on observe aujourd'hui des perturbations dans le régime des précipitations. En fait, les « Scénarios des changements climatiques dans le bassin

²(2013) MEEATU, Politique Nationale sur le Changement Climatique, p.8

³(2007) Ministère de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de l'Environnement, PANA - Plan d'action national d'adaptation aux changements climatiques. Bujumbura, p.10

du Congo »⁴, ainsi que la « Stratégie Nationale et Plan d'Actions sur le Changement Climatique »⁵ du Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme du Burundi (MEEATU) font échos aux évolutions des paramètres climatiques qui sont à attendre au Burundi à l'horizon 2050 et 2100.

Les différents scénarios s'accordent sur la prévision d'une augmentation sensible de la température (entre +1,4 et +2,7°C d'ici à 2050) qui s'accompagne de l'augmentation des températures extrêmes. Par conséquent le nombre de jours et de nuits froides devrait baisser et celui de jours et de nuits chaudes devrait augmenter.

Augmentation sensible de la température impliquant une augmentation des températures extrêmes

Ils montrent une tendance à la hausse du total des précipitations (de 0 à +6% d'ici 2050), ainsi qu'une répartition des précipitations moins uniforme, c'est-à-dire une modification des saisons qui se caractérisera par une intensification du cycle hydrologique entraînant une augmentation des fréquences d'inondations et de glissements de terrain dues à l'augmentation des pics de débits de précipitations et une possible augmentation des sécheresses⁶.

Précipitations en hausse mais moins uniformes

Le rapport sur le changement climatique préparé par Dr Stefan Liersch, Rocio Rivas et Kerstin Fritzsche dans le cadre du projet ACCES, sur base des modèles climatiques régionaux, précise que les précipitations au Burundi devraient s'accroître dans les régions de l'Est et du Sud du pays ainsi que sur le plateau central. Les excédents d'eau futurs pourront d'ailleurs prendre la forme de précipitations extrêmes, entraînant une plus grande fréquence de glissements de terrain et de boue.⁷

De manière générale, ces tendances sont confirmées par le 5^{ème} rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de septembre 2013, qui prévoit des températures en hausse de 1 à 2,4°C d'ici à 2065 et jusqu'à 3,1°C en 2100 pour la région d'Afrique de l'Est. En ce qui concerne les précipitations, les modèles ne révèlent pas d'orientation claire (de -6 à +17% d'ici à 2065) pour la région d'Afrique de l'Est.⁸ Cependant, les modèles climatiques pour le Burundi utilisés dans le rapport sur le changement climatique du projet ACCES prévoient une augmentation sensible des précipitations de novembre à février et une tendance à l'assèchement se développant d'août à septembre.

Ces effets du changement climatique auront des impacts sur la société Burundaise, puisqu'ils affecteront en premier lieu les secteurs clés sur lesquels elle repose tels que l'agriculture et l'élevage, le paysage et les infrastructures, la foresterie, les ressources en eaux, l'énergie, les écosystèmes terrestres et humides, et la santé. Ces secteurs vont donc devoir, en partie, se réinventer et s'adapter pour faire face aux défis climatiques.

⁴CSC (2013): *Climate Change Scenarios for the Congo Basin*. [Haensler A., Jacob D., Kabat P., Ludwig F. (eds.)]. Climate Service Centre Report No. 11, Hamburg, Germany, ISSN: 2192-4058. – "Fact Sheets – Burundi".

⁵(2013), MEEATU, Stratégie nationale et plan d'actions sur le changement climatique, mars 2013.

⁶(2014) GITEC, Produit n°2, *Op. Cit.*, p.3

⁷(2014) GIZ / Adelphi / PIK / EUR.AC, Rapport sur le changement climatique au Burundi, Résumé à l'intention des décideurs

⁸(2013) IPCC, *Working Group I Contribution to the IPCC Fifth Assessment Report Climate Change 2013: The Physical Science Basis*, Cambridge University Press, p 1267

2.3 Influence des aléas climatiques sur la production agricole

L'agriculture est le secteur clé de l'économie Burundaise. Elle reste l'activité prédominante au Burundi puisqu'elle occupe plus ou moins 95% de la population active. Elle fournit 95% de l'offre alimentaire et plus de 90% des recettes en devises, ces dernières provenant essentiellement des cultures de rente (café, thé et coton)⁹. Elle est particulièrement vulnérable car essentiellement pluviale, très dépendante des conditions climatiques et peu diversifiée.

Le changement climatique se traduirait pour le secteur agricole par un risque plus important d'inondations notamment dans les basses terres, les marais et les bas-fonds exploités pour l'agriculture, ce qui provoquerait des pertes de cultures.

Perte de cultures et diminution de la couche de sol arable

Par ailleurs la dégradation des sols et les phénomènes de glissements de terrain seraient aggravés par l'augmentation de la pluviométrie et les sécheresses dues au changement climatique et le non entretien des dispositifs antiérosifs. Ce qui pourrait amener à voir disparaître la couche de sol arable¹⁰.

Les projections montrent également que les cultures pourront connaître, plus souvent, des dégâts dus aux maladies liées à une humidité de l'air élevée.¹¹

Maladies liées à une humidité de l'air élevée

Ces implications sont confirmées par le dernier rapport sur le changement climatique au Burundi mené par la GIZ.¹²

Au-delà des excédents ou déficits de pluies, le fait même de la variabilité du régime pluviométrique pose problèmes aux agriculteurs qui ne savent plus quand semer et quand récolter, sans risquer de voir leur récolte perdue du au début tardif de la saison pluvieuse ou emportée par une forte pluie ou une pluie soudaine.

Variabilité du calendrier agricole

Le secteur de l'élevage peut également être affecté. Les pâturages dans plusieurs régions peuvent être desséchés suite au déficit pluviométrique, les sécheresses comme les inondations peuvent causer la mort de la population animale et faire baisser les rendements de la production animale.

Baisse du rendement de la production animale

En conséquence, les principaux impacts à prévoir sur le secteur agricole et d'élevage sont:

- une baisse des rendements de production due au début tardif de la saison pluvieuse A, aux inondations et au départ précoce des précipitations en saison B;
- l'érosion des sols et la dégradation de la fertilité des terres;
- l'érosion génétique de certaines espèces et variétés traditionnelles de semis;¹³
- la prolifération des maladies et ravageurs des cultures;
- les risques de destruction des infrastructures d'irrigation;
- les risques élevés de perte des récoltes;

⁹(2013) MEEATU, Politique Nationale sur le Changement Climatique, p.31

¹⁰(2013) MEEATU, Stratégie nationale et plan d'actions sur le changement climatique, mars 2013, p.9

¹¹(2013) CSC, *Op. Cit*, Fact Sheets –Burundi – Agriculture

¹²(2014) GIZ / Adelphi / PIK / EUR.AC, Rapport sur le changement climatique au Burundi, Résumé à l'intention des décideurs

¹³(2010) MEEATU, D.C.N.C.C. Burundi, Mesures et politiques d'adaptations aux changements climatiques, p.82

- beaucoup de pertes post-récolte (difficultés dans le transport vers les lieux de stockage et de marchés);
- une augmentation des maladies liées à une prolifération des parasites tant internes qu'externes;
- la perte de vies animales en cas de fortes inondations.

2.4 Autres effets des risques climatiques les plus courants

Le changement climatique a des effets multiples qui sont susceptibles d'affecter le pays de manière transversale.

En premier lieu le changement climatique se traduisant par l'excès ou le déficit pluviométrique aura des effets sur la vulnérabilité des ressources en eaux. La probabilité de saisons sèches plus longues pourrait entraîner l'assèchement des lacs et autres cours d'eau et la disparition de la végétation aquatique. Cela provoquerait une dépendance et une exploitation accrue des ressources en eaux souterraines. Les épisodes de fortes précipitations feraient aussi augmenter le risque de contamination de ces eaux souterraines au contact des eaux de surface, pouvant provoquer diverses épidémies (choléra, paludisme, fièvre typhoïde, la bilharziose).

En effet, le changement climatique a également pour effet la détérioration de la santé de la population tantôt due à la malnutrition provoquée par la perte des récoltes ou la famine, tantôt due à la multiplication de certaines maladies, notamment les maladies respiratoires ou les maladies hydriques.

Dans le secteur de l'énergie, les scénarios climatiques estiment aussi que le potentiel hydroélectrique augmentera mais sera moins fiable, dû aux variations accrues des débits de précipitations. L'envasement des barrages des centrales sera plus important pouvant causer l'arrêt de certaines centrales.¹⁵

Finalement un excès de pluviométrie entraîne une érosion pluviale et une plus forte fréquence des inondations et mouvements de terrains qui mettent en danger les infrastructures et les hommes.

Impacts à prévoir selon le NAPA et la Seconde Communication sur le Changement Climatique

- en cas de déficit pluviométrique:
sécheresse, chute de la production agricole et animale, migrations des populations, famine, perte de vies humaines, dégradation du couvert végétal, perte de biodiversité, baisse des ressources en eau, déficit énergétique, etc.

- en cas d'excès pluviométrique: érosion pluviale, pertes de récoltes, inondations, pertes en vies humaines et animales, détérioration de la qualité de l'eau, proliférations de maladies, etc.¹⁴

¹⁴(2010) MEEATU, D.C.N.C.C. Burundi, Mesures et politiques d'adaptations aux changements climatiques, p.37

¹⁵(2010) MEEATU, D.C.N.C.C. Burundi, Mesures et politiques d'adaptations aux changements climatiques, p.78

3 L'état des lieux



Route Bujumbura – Gitega, 21 février 2014

3.1 Cadre politique et légal

L'adaptation au Changement Climatique (CC) est encore un sujet émergent au Burundi et le processus de mise en place du cadre politique, légal et institutionnel est en cours. Il est donc important de noter qu'il n'existe pas dans l'état actuel des choses un cadre institutionnel dédié à la communication sur l'adaptation au changement climatique au Burundi.

Le MEEATU est chargé de la coordination des efforts pour faire face au changement climatique, autant l'atténuation comme l'adaptation. Néanmoins, jusqu'à maintenant, celui-ci se limite à deux responsabilités concrètes:

- La Direction de l'Environnement et du Changement Climatique (DECC) est en charge des communications sur le changement climatique réalisées dans le cadre de la CCNUCC (troisième communication en cours de préparation) et de l'opérationnalisation de projets. En outre, elle a préparé en 2007 le Plan d'Action National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PANA).
- L'Institut Géographique du Burundi (IGEBU) assure la collecte et l'analyse des données sur le climat et est le point focal de la CCNUCC.

De plus, le MEEATU dispose d'une « Stratégie Nationale et Plan d'Action sur le changement climatique », de mars 2013 et coordonnée par la Direction de l'Environnement et du Changement Climatique. Néanmoins le cadre politique, légal et institutionnel n'est pas suffisant pour sa mise en œuvre. C'est pour cette raison que deux initiatives fondamentales sont prises parallèlement à l'élaboration de la Stratégie:

- Elaboration d'une Politique Nationale sur le changement climatique, également présentée en mars 2013, mais non encore approuvée par le Gouvernement.
- Révision du décret portant organisation, missions et fonctionnement de l'IGEBU.

Le MEEATU vient d'être réorganisé par le décret n°100/198 du 15 septembre 2014 et qui a institué l'Office Burundais pour la Protection de l'Environnement (OBPE) fusionnant ainsi l'INECN et la Direction Générale des Forêts et de l'Environnement. Le décret n° 100/240 du 29 octobre 2014 porte création, missions, organisation et fonctionnement de l'OBPE.

Les trois documents, à savoir la Stratégie et le Plan d'Action sur le CC, la Politique Nationale sur le CC et les décrets révisés du MEEATU et de l'OBPE ainsi que le projet de révision de l'IGEBU, définissent l'objectif et les axes stratégiques du traitement du changement climatique prévu au Burundi et proposent un cadre institutionnel pour sa mise en œuvre. L'élément clé de l'adaptation institutionnelle est le renforcement des structures et des capacités au sein du MEEATU, pour la mise en œuvre de la politique et pour la coordination interministérielle. Dans ce but, la Direction de l'Environnement qui est devenue actuellement la « Direction de l'Environnement et du Changement Climatique » devrait être pourvue du personnel et des capacités nécessaires pour assurer la mise en œuvre de la Politique Nationale, de la Stratégie et du Plan d'Action sur le changement climatique. Ceci implique la sensibilisation, l'information et la formation des Points Focaux des autres ministères pour qu'ils puissent assurer l'intégration des aspects et activités pertinentes en matière de changement climatique dans les stratégies sectorielles. En outre, la Commission Nationale de l'Environnement (CNE), qui n'est pas encore fonctionnelle, devrait intégrer les préoccupations liées au changement climatique et le comité qui a été chargé de l'élaboration des documents politiques et stratégiques sera transformé en Commission Technique responsable du Suivi de la mise en œuvre et de la coordination générale (CTS).

Renforcement des structures et des capacités au sein du MEEATU: élément clé de l'adaptation interinstitutionnelle

Pour l'heure, le changement climatique fait objet d'attention du gouvernement. Quelques documents de politiques ont été élaborés et quelques responsabilités ont été attribuées au MEEATU et à l'IGEBU. De plus, le changement climatique a été intégré de manière ponctuelle dans quelques stratégies sectorielles et dans les ministères pertinents il y a des points focaux pour les aspects environnementaux formellement établis. Néanmoins si ces initiatives restent incomplètes et peu fonctionnelles, la Politique Nationale sur le changement climatique en cours d'approbation pose les bases d'une approche plus holistique¹⁶.

En ce qui concerne le cadre légal et politique spécifique à l'alerte précoce, qui gagne de l'importance avec le risque d'inondations et glissements de terrain en hausse, le Gouvernement a mis en place sous l'autorité du Ministère de la Sécurité Publique,

¹⁶ GITEC, Produit n°2, Op. Cit., mars 2014, p.21

une Plateforme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes, des Plateformes Provinciales dans toutes les Provinces du pays ainsi que les premières cinq Plateformes Communales. Ces plateformes sont accompagnées d'une Stratégie Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes et Plan d'Action National 2012 – 2015 ainsi que d'un Plan de Contingence national en cours d'actualisation. Toutefois il convient de mentionner que les Plateformes ne sont pas encore fonctionnelles et que les documents établis ne sont pas encore disséminés et pour autant reste inconnu du grand public.¹⁷

3.2 La conscientisation et la sensibilisation au changement climatique

Les interviews menées auprès de divers acteurs clés nous ont révélé que l'étendue des connaissances sur le changement climatique est globalement faible. La majeure partie de la population ainsi que les cadres des ministères sectoriels et les différentes autorités tant au niveau national que local ne semblent pas comprendre tous les tenants et aboutissants importants du changement climatique. Ils n'ont qu'une conscience insuffisante des enjeux qui en découlent à la fois sur la nature, la société, les biens et les services.

La communication sur le changement climatique est quant à elle peu établie. Néanmoins elle dispose de **points de satisfaction**, constituant les prémices de la présente stratégie de communication:

La communication existante présente certains points de satisfaction ...

- Le MEEATU, et plus précisément la Direction de l'Environnement et du Changement Climatique et l'IGEBU sont les acteurs responsables pour le changement climatique.
- Il y a également au sein du MEEATU un porte-parole responsable de communication ayant des expériences et un réseautage notable en matières environnementales
- L'IGEBU fait partie des réseaux de prévisions climatiques régionaux et internationaux. Il a accès à des données saisonnières et pluriannuelles fiables.
- Le Ministère d'Agriculture et de l'Elevage (MINAGRIE) lui aussi concerné par les informations relatives au changement climatique, dispose d'un système de communication structuré permettant d'atteindre la grande majorité de la population vulnérable au changement climatique, et d'une cellule de communication et d'un Centre MultiMédia expérimentés et relativement sensibilisés.
- L'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) mène des activités de recherche et a des connaissances pointues sur les options d'adaptation au CC.
- Au sein des ministères sectoriels, le Ministère de la Santé est sensibilisé sur la question et dispose d'une chaîne de communication fonctionnelle et rapide. Le Ministère de l'Energie et des Mines quant à lui se sent concerné par les risques hydrologiques que le CC représente.

¹⁷ République du Burundi (sans année) Stratégie Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes et Plan d'Action National 2012-2015, p.44. Voir aussi (2014) GITEC – Produit n°3, « Analyse du système actuel d'information météorologique et d'alerte précoce » mars 2014.

- La Plateforme Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes (PNPRGC) dispose d'une stratégie nationale et d'une structure intersectorielle aux niveaux national, provincial et communal, ainsi que de connaissances du cadre conceptuel international et de l'expérience de la coopération avec certains acteurs clés tels que la Croix Rouge.
- Parmi les médias, il y a un réseau de journalistes expérimentés et connaisseurs des enjeux environnementaux. Les journalistes ont en général un intérêt à travailler sur le CC et à y être formés. Par ailleurs, le secteur de la communication est bien organisé et dispose de mécanismes de formation.
- Certaines organisations de la société civile abordent des sujets pertinents liés au CC tels que l'environnement, l'agriculture et la formation, et une association (350) s'intéresse directement au CC.
- La population rurale est consciente du changement de régime de précipitations et est ouverte aux mesures d'adaptation.

Cependant, il existe aussi de nombreux **points d'insatisfaction et de faiblesse** dans la communication sur le changement climatique qui freinent les efforts de conscientisation et de sensibilisation, tels que:

Mais aussi certains points d'insatisfaction et de faiblesse ...

- Le manque de connaissances et de capacités en matière de CC y compris au sein du MEEATU et du MINAGRIE.
- Le système d'information et de communication au sein des différentes DG du MEEATU, IGEBU inclus, et vers l'extérieur est en général très faible pour des raisons financières et institutionnelles.
- L'IGEBU manque de personnel et de moyens financiers suffisants pour jouer un rôle actif dans la conscientisation et manque de capacités techniques pour vulgariser efficacement ses informations à travers les institutions sectorielles et les médias.
- Les services de communication du MINAGRIE manquent d'équipement moderne et de moyens financiers pour la production et la diffusion des informations.
- Le CC ne fait pas institutionnellement partie des compétences du MINAGRIE.
- Il n'existe pas de système de communication formalisé entre le MEEATU, le MINAGRIE et les autres ministères concernés par le CC.
- Le Ministère de la Santé ne traite pas la question du CC dans sa stratégie de communication et manque de moyens financiers pour la communication. Et le Ministère de l'Energie et des Mines n'a pas de chaîne de communication formalisée.
- La PNPRGC manque de financement pour renforcer les capacités de ses équipes décentralisées. La coordination intersectorielle n'est pas encore fonctionnelle, et est limitée à la gestion des catastrophes, laissant peu de place à la sensibilisation et à la conscientisation.
- Les journalistes ne sont pas formés en matière de CC, et ne disposent pas d'un flux d'information régulier et formalisé sur ce thème.

- La population observe les effets tangibles du changement climatique mais n'en connaît pas les causes. Elle n'a pas de connaissance sur les origines, le processus, les projections du CC ni les interrelations avec son mode de vie (causes/effets). Elle continue donc certaines pratiques qui aggravent les impacts du CC (dégradation des sols, coupe illicite de bois, construction anarchique, implantation dans les zones à très haut risques, exploitation des terres les plus marginales).

En conclusion, il n'existe pas pour l'instant de communication systématique sur la sensibilisation au changement climatique et aux possibilités d'adaptation. Certaines informations relatives au changement climatique sont transmises mais cela demeure balbutiant. Les principales raisons de ces hésitations résident dans le:

- Manque d'une stratégie nationale de communication sur le changement climatique.
- Manque de systèmes de communication généraux fonctionnels dans les institutions clés pour le changement climatique, surtout le MEEATU/IGEBU et la PNPRGC.
- Manque de connaissances en matière de changement climatique chez la majorité des acteurs clés (cadres techniques, personnel de communication).
- Manque de ressources techniques, humaines et financières des entités responsables pour la communication interne et externe.
- Manque de coordination intersectorielle.

3.3 Les prévisions météorologiques et l'alerte précoce face aux événements climatiques extrêmes

Une information météorologique fiable à plus ou moins court terme permet aux sociétés dépendantes des conditions climatiques de mieux adapter leur mode de vie et les moyens de subsistance aux aléas climatiques mais également de mettre en place un système d'alerte précoce (SAP) performant en cas d'évènement climatique extrême.

En effet, la population rurale, représentant 90% de la population burundaise, a besoin de connaître les prévisions météorologiques pour adapter son mode de production agricole.

Par ailleurs, le déficit ou l'excès de précipitations sont des aléas pouvant provoquer des catastrophes (sécheresses, inondations, incendies, glissements de terrains...) mais qu'il est possible d'anticiper, grâce au SAP, pour amortir les dégâts humains, sanitaires, et matériels.

En vue d'élaborer un SAP, quatre éléments principaux doivent être réunis:

- Connaissance du risque: collecte systématique des données et évaluation des risques.

- Surveillance et service d'alerte: Développement de la surveillance des risques et des services d'alerte précoce.
- Diffusion et communication: Communication des informations relatives aux risques et alertes précoces.
- Capacité de réponse: Création de capacités de réponses nationales et communautaires.¹⁸

Or, il est apparu dans nos recherches et interviews que la chaîne de communication tant pour les prévisions météorologiques que pour l'alerte précoce est défaillante et ne permet pas encore de réunir ces éléments clés. Ci-dessous nous faisons le résumé des forces et faiblesses constatées:

Forces

- L'IGEBU dispose des moyens techniques pour fournir les prévisions saisonnières, ainsi que les prévisions de plus courtes échéances (décadaires à quotidiennes). Dans le cadre du SAP, une surveillance des conditions climatiques est donc possible.
- Connaissance du risque: les aléas climatiques généraux sont identifiés et il existe une bonne base d'information sur les risques grâce à la PNPRGC et ses plateformes décentralisées.
- Capacité de réponse: la PNPRGC est en place et elle est réactive en cas de crise. La Croix Rouge est également très active. Des documents clés tels que la Stratégie Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes et Plan d'Action National 2012 – 2015 ainsi que le Plan de Contingence existent.

Faiblesses

- Connaissance du risque: Au-delà les cartes présentant les aléas climatiques ci-dessus mentionnées, il manque une carte nationale de vulnérabilité et risque face au changement climatique.¹⁹
- Surveillance et service d'alerte: La surveillance est possible mais le personnel de l'IGEBU est insuffisant. L'IGEBU manque également d'un système d'inspection sur les stations d'observation et manque d'équipements adéquats et stations hydrométéorologiques. En outre, la coopération et la communication entre l'IGEBU et la PNPRGC restent défaillantes.
- Diffusion et communication: les mécanismes de communication entre l'IGEBU et les acteurs nécessaires pour une diffusion efficace (PNPRGC, médias, ministères, Croix Rouge) ne sont pas établis ou ne sont pas fonctionnels.
- L'IGEBU communique les prévisions saisonnières avec un retard, dans des termes trop techniques pour être facilement interprétés et uniquement en français.

¹⁸ UNISDR/PPEW (2006) Développement de système d'alerte précoce: Une liste de contrôle. EWC III Troisième Conférence Internationale sur les systèmes d'alerte précoce. Du concept à l'action. Du 27 au 29 mars 2006. Bonn, Allemagne

¹⁹ Le Projet ACCES est actuellement en train de faire élaborer une carte de vulnérabilité.

- L'IGEBU ne diffuse d'autres informations que sur demande, moyennant paiement le plus souvent, ou en cas d'alerte et non pas de façon systématique.
- Les acteurs aptes ou en charges de la diffusion des prévisions météorologiques (MINAGRIE et autres ministères, ONG etc.) et d'alerte (PNPRGC et la Croix Rouge) n'ont pas les capacités suffisantes d'interprétation des informations de l'IGEBU et de vulgarisation et diffusion.
- Capacité de réponse: La PNPRGC manque de capacité de coordination multisectorielle, ses membres au niveau décentralisé ne sont pas assez formés, sa structure au niveau communal et collinaire est encore faible.
- Le Plan de Contingence n'est pas diffusé et reste inconnu du grand public.
- L'IGEBU manque de compétences techniques, de communication et de coordination, et la réduction des risques de catastrophes n'est pas assez intégrée dans les politiques sectorielles ni dans les programmes de sensibilisation du public.

Il apparaît donc prioritaire de renforcer les acteurs principaux (l'IGEBU, MEEATU, MINAGRIE et la PNPRGC) et de les organiser pour mieux définir et répartir les rôles de chacun afin de pouvoir mieux assurer l'application future de la stratégie de communication en matière de diffusion efficace d'information météorologique et d'alerte.

4 La stratégie de communication



Marais à Muramvya – Gitega, 21 février 2014

4.1 Approche

L'objectif de la stratégie est de contribuer à l'adaptation durable de la société Burundaise aux effets du changement climatique et la réduction de dégâts et des pertes provoqués par des événements climatiques extrêmes, à travers une communication améliorée et systématique.

Pour toute communication effective il est nécessaire d'identifier cinq éléments clés, en trois étapes:

- 1 Qui (destinataire) a besoin de quelle information (message) et avec quel objectif?
- 2 Qui (fournisseur) peut fournir cette information?
- 3 Quels sont les canaux et supports les plus indiqués pour atteindre le but?

L'orientation sur les besoins des différents destinataires a des conséquences sur les messages, les messagers et les canaux de communication, mais aussi sur la présentation de l'information (formulation, langue, format). Il faut tenir compte de la nécessité non seulement de transmettre des connaissances, mais d'aider les groupes cibles, à travers la communication, à agir différemment, à savoir adapter leur comportement professionnel et/ou privé aux conditions météorologiques et climatiques.

La communication de connaissances est donc un moyen de changer l'action!

Le changement climatique et le risque de catastrophes provoquées par des événements climatiques extrêmes sont une réalité. Même s'il y a encore quelques incertitudes, les impacts déjà tangibles, les analyses existantes et les projections faites donnent suffisamment d'orientation sur les changements nécessaires dans le comportement des différents secteurs de la société burundaise. Il est donc essentiel de faire comprendre à la société **la réalité du changement climatique et l'urgence d'adaptation**.

Communiquer sur la réalité du changement climatique et l'urgence de la situation

Ceci implique de transmettre non seulement des informations sur le changement climatique, les aléas météorologiques et ses impacts, mais aussi sur les interconnexions avec le mode de vie actuel de la population et les possibilités de changer, de s'adapter et de se protéger. Il est donc primordial **d'offrir des solutions** ! Ceci est d'autant plus important que les effets du changement climatique et les événements extrêmes présentent avant tout des risques et évoquent des impacts négatifs. Offrir des solutions effectives (mesures d'adaptation) et en même temps accessibles aide à motiver d'entrer en action. Toutefois, il est aussi pertinent de présenter les possibles effets positifs et des options pour en profiter.

Offrir des solutions

En matière de changement climatique, information météorologique et alerte précoce la communication se fera, la plupart du temps, de haut en bas, des experts connaisseurs du niveau central aux acteurs décentralisés et à la population en général. Néanmoins, Il est important d'intégrer aussi des **mécanismes de communication** aptes spécialement à valoriser les connaissances et les expériences du niveau local en matière d'effets tangibles du changement climatique, la définition des conditions locales de risques et de bonnes expériences qui peuvent servir de modèle pour d'autres acteurs. A part cela il est aussi nécessaire de prévoir des canaux de communication pour le feedback concernant l'utilité de l'information vulgarisée à la société.

Intégrer des mécanismes de communication valorisant les connaissances et expériences locales

Finalement, la stratégie de communication n'est pas un instrument isolé mais fait partie d'un ensemble d'initiatives faisant avancer l'adaptation au changement climatique et augmenter la résistance aux événements extrêmes. La stratégie doit pour cela être en cohérence avec d'autres processus liés, surtout avec le **renforcement du contexte politique, légal et institutionnel**. Celui-ci est un prérequis pour une communication effective et systématique.

Renforcer le contexte politique, légal et institutionnel

4.2 Partie A: Sensibilisation et information de l'opinion publique en matière du changement climatique

4.2.1 Les éléments clés

4.2.1.1 Les groupes cibles

Toute la population Burundaise sentira les effets du changement climatique et la grande majorité aura besoin de s'y adapter. Il est donc nécessaire d'informer le grand public sur les origines et les effets de ce phénomène autant que sur les possibilités générales d'adaptation. De plus, des connaissances plus profondes et spécifiques

doivent être faciles d'accès pour le public intéressé et communiquées à certains acteurs selon leur domaine d'activité. Pour la stratégie de communication on peut distinguer quatre catégories de groupe cible prioritaires:

- 1 Les **dirigeants politiques** qui doivent être conscients des effets et des impacts du changement climatique pour adopter la politique nationale sur le changement, renforcer le cadre légal et institutionnel et promouvoir l'intégration adéquate de mesures d'adaptation et de mitigation dans le développement du pays. Cela s'adresse avant tout aux parlementaires et aux dirigeants politiques les plus importants pour faire face au changement climatique.
- 2 Les **cadres des institutions responsables** pour l'adaptation systématique de la Société Burundaise au changement climatique. Cela implique
 - l'OBPE du MEEATU comme entité coordinatrice en matière de changement climatique;
 - les ministères et institutions des secteurs les plus vulnérables (agriculture, ressources en eau, énergie, santé et ressources naturelles²⁰);
 - les instituts de recherche associés (IGEBU, ISABU);
 - les ministères et instituts qui peuvent servir de multiplicateurs prioritaires pour atteindre la société en générale (MINAGRIE, Ministère de l'Enseignement, l'Université du Burundi); et
 - le Ministère en charge de la Sécurité Publique (MSP) et la Plateforme Nationale de Prévention de Risques et Gestion de Catastrophes (PNPRGC)
- 3 Les **multiplicateurs non gouvernementaux**: les médias (radios, télévision, journaux, internet) et journalistes, les ONG, les églises, les écoles primaires et secondaires, les universités, le secteur de la télécommunication (surtout téléphones portables), la Croix Rouge du Burundi, les leaders traditionnels
- 4 La **société en général** prenant en compte surtout la population vulnérable (petits agriculteurs/ agricultrices, population vivant en zones inondables ou exposées aux glissements de terrain) et le secteur privé vulnérable ou capable d'appuyer activement l'adaptation au changement climatique (et la mitigation)

4.2.1.2 Les messages

Les messages clés à communiquer à l'opinion publique, sont les suivants:

- La **réalité du changement climatique**: explication des effets déjà tangibles, les projections pour l'avenir, les impacts principaux sur la vie au Burundi
- **L'urgence et la possibilité de réagir**: présenter les risques et les impacts directs, indirects et cumulatifs que le changement climatique a sur la société et l'urgence de s'adapter, présenter des solutions maniables pour le destinataire en utilisant des exemples
- Les **origines naturelles et humaines du changement climatique**
- Les **possibles interlocuteurs et l'accès à l'information complémentaire**

²⁰ Voir Politique Nationale sur le Changement Climatique, mars 2013, p. 3.

En outre, plus spécifiquement pour les politiques, les cadres institutionnels et les multiplicateurs

- Connaissances et conscience du défi posé par le CC et des mesures à prendre
- Le contexte et les lacunes politiques, légaux et institutionnels
- Les processus politique et scientifique au niveau international (global et régional)
- Comment communiquer en matière de changement climatique
- Comment intégrer l'adaptation dans les stratégies de développement et les stratégies sectorielles

La présentation du message prendra en considération les connaissances et les intérêts du destinataire. De cette manière, la présentation du changement climatique et de ses effets au grand public sera très différente de celle destinée aux cadres d'un ministère sectoriel. De plus, la présentation dépend des canaux de communications utilisés (p.ex. radio ou ateliers de capitalisation). De manière générale, pour que la conscientisation soit optimale, il faut systématiquement se demander s'il vaut mieux transporter le message en Kirundi, en Français, en Swahili ou dans les trois langues.

4.2.1.3 Les messagers

Concernant les fournisseurs de l'information, c'est-à-dire les messagers, il faut différencier deux étapes de communication:

- 1 Première étape: La conscientisation et la formation des cadres et multiplicateurs par les acteurs qui actuellement disposent de l'information, c'est-à-dire les experts individuels présents au sein des institutions étatiques, des universités, des ONG etc., appuyés par des experts internationaux; et
- 2 Deuxième étape:
 - La sensibilisation et la communication au grand public à travers les multiplicateurs gouvernementaux et non gouvernementaux préparés lors de la première étape
 - Etablissement d'un système d'actualisation permanente pour maintenir et approfondir le niveau de formation des multiplicateurs (nouvelles connaissances en relation aux effets/impacts du changement climatique, nouvelles mesures d'adaptation et mitigation, intégration de nouveau personnel)

Il est important de mettre en place un cadre de coordination des messagers entre l'IGEBU, les médias, les ministères sectoriels jusqu'au niveau communautaire.

4.2.1.4 Les canaux et supports de communication

Il y a une grande diversité de canaux et supports de communication qui peuvent être utiles en matière de changement climatique. Le choix du canal et du support adéquat dépend du message à transmettre et du groupe cible. Parfois plusieurs canaux sont également utiles ou se complètent. L'objectif final doit être que le groupe

*Voir liste des médias
opérant au Burundi en
Annexe 1*

cible comprenne le message et sache l'appliquer dans sa vie professionnelle comme privée. Dans le contexte du changement climatique le groupe cible doit être capable, selon sa situation et fonction, d'adapter son mode de vie et ses activités aux conditions climatiques changeantes ou aider d'autres à le faire. Vu la diversité des groupes cibles et des messages à transporter, il vaut mieux considérer la combinaison de plusieurs canaux de communication. Les plus importants à considérer sont les suivants:

Les Radios

Pour toucher le plus large public, la radio reste le vecteur le plus efficace au Burundi. Elles sont nombreuses et très largement écoutées. Les radios ont par le passé déjà eu un rôle de sensibilisation et même de formation. Il apparaît donc opportun de les utiliser, en se concentrant à la fois sur celles qui couvrent le plus large territoire, mais aussi les radios communautaires et en ciblant une certaine régularité et les meilleurs moments d'écoute (c.-à-d. avant ou après les journaux).

Les programmes et ateliers de capitalisation

Pour renforcer les capacités des cadres des ministères concernés (Membres du Parlement, MEEATU, MINAGRIE principalement), des multiplicateurs et des journalistes (un représentant par média) les différents types de formation peuvent être utilisés. Le contenu, la durée et les méthodes doivent être adaptés au groupe cible spécifique. Une approche participative doit être favorisée pour valoriser les connaissances des participants, faciliter l'appropriation des informations et le développement conjoint d'options d'actions.

Les réunions de diffusion et discussion

Ces réunions sont spécialement utiles pour impliquer activement certains acteurs, p.ex. les décideurs politiques ou les journalistes, et pour développer conjointement des solutions.

Brochures et dépliants de vulgarisation

Pour toucher la population urbaine, péri-urbaine voire rurale. Ces brochures peuvent être produites en français, en kirundi et en swahili et devraient comporter un message clair et explicite, si possible accompagné de schémas ou dessins explicatifs pour toucher le public analphabète. Ce matériel, toutefois, est seulement utile si sa diffusion est également assurée, p.ex. si les multiplicateurs ont les moyens de se déplacer pour diffuser les brochures à la population.

Les champs-écoles et autres mécanismes de communication directe avec la population

Il faudrait aussi insister sur une communication interpersonnelle ainsi que sur les méthodes exemplaires et les méthodes participatives. Les **champs-école** (*farmer fields schools*) sont déjà utilisés avec beaucoup de succès au Burundi pour sensibiliser et impliquer les agriculteurs.

Les informations peuvent aussi passer par des structures sociales et locales fortes. De même, l'Eglise est un acteur qui permet d'accéder à un très large public, en particulier les femmes.

Les femmes jouent un rôle essentiel dans le monde rural. Les travailleuses agricoles sont les premières affectées par le changement climatique et très désireuses d'options d'adaptation. Par ailleurs, du fait de leur rôle social, les associations et coopératives de femmes sont de très bons multiplicateurs qu'il serait judicieux d'associer (p.ex. le CAFOB).

De plus certains acteurs locaux tels que les élus locaux, le conseil communal et les chefs collinaires du système des 10 maisons (Nyumbakumi), mais aussi les agronomes et vétérinaires communaux ainsi que les Techniciens de Promotion Sanitaire (TPS) peuvent être associés pour atteindre un public plus local.

En ce qui concerne la réduction des risques de catastrophes liés aux extrêmes météorologiques, la Croix-Rouge avec son réseau de volontaires peut-être impliquée. De même, une fois fonctionnelles, les antennes locales de la PNPRGC peuvent jouer un rôle de prévention et de sensibilisation.

Affiches et autres supports audiovisuels

Pour toucher un public analphabète, à part la radio, on peut compter aussi sur les supports audiovisuels tels que les affiches, les documentaires, ou les films itinérants (« ciné mobile »).

Les téléphones portables

1400 000 Burundais ont un portable et il s'agit d'un secteur en pleine expansion. La communication via les portables facilite la communication rapide et directe entre acteurs et institutions spécifiques (p.ex. pour atteindre les leaders collinaires ou les volontaires de la Croix-Rouge). Les portables peuvent aussi servir pour la communication massive de messages brefs via SMS.

Les nouveaux médias (sites web, E-mail, réseaux sociaux, blogs, formation à distance, presse en ligne)

Dans une moindre mesure, la presse en ligne, les sites web, les blogs et les réseaux sociaux sont également pertinents pour toucher un public jeune et urbain. Actuellement, ils sont surtout utiles pour la communication auprès des acteurs du monde académique et facilitent l'accès aux informations du public intéressé. Leur importance augmentera avec l'accès de la plus grande partie de la population à l'internet.

La télévision et les journaux

La télévision et la presse écrite sont évidemment aussi importantes. Néanmoins il faut être conscient du fait qu'ils touchent surtout la population urbaine.

Les canaux traditionnels

Les canaux traditionnels tels que les tambours, les flutes, les chants et danses, les contes, les théâtres populaires, etc. peuvent être utiles pour la communication auprès des agri-éleveurs.

Les événements

Les événements nationaux et internationaux peuvent servir pour véhiculer le message des changements climatiques.

Intégration dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur

Les écoles jouent un rôle dans un projet de sensibilisation et d'éducation de tous et sur le long terme. Les clubs environnementaux, parascolaires, peuvent aussi être impliqués. L'enseignement supérieur peut promouvoir la considération des aspects climatiques dans la formation des futurs professionnels des différents secteurs qui en ont besoin: agriculteurs, ingénieurs civils, environnementalistes, médecins, géographes etc.

4.2.2 Les axes de communication

En cohérence avec les quatre groupes cibles identifiés, la stratégie de communication en matière de changement climatique considère quatre axes de communication:

- Conscientiser les cercles politiques;
- Renforcer les capacités techniques du gouvernement;
- Préparer les multiplicateurs non gouvernementaux;
- Sensibiliser et informer la population vulnérable.

Ces axes de communication peuvent se résumer de la façon suivante (non-exhaustive):

QUI? FOURNISSEUR D'INFORMATION	DIT QUOI? INFORMATION/MESSAGE	A QUI? DESTINATAIRE	A TRAVERS QUEL CANAL?	AVEC QUEL EFFET? OBJECTIFS
Conscientiser les cercles politiques				
Experts en CC Burundais et internationaux, coordonnés par l'OBPE	<p>Origines, effets et impacts du CC</p> <p>Urgence et options d'adaptation et mitigation</p> <p>Les lacunes politiques, légaux et institutionnels</p> <p>Les processus politiques et scientifiques au niveau international</p> <p>Comment intégrer l'adaptation et la mitigation dans les stratégies de développement et sectorielles</p>	Membres du Parlement; dirigeants politiques des ministères sectoriels	<p>Bulletins d'information</p> <p>Conférences de divulgation</p> <p>Ateliers de sensibilisation, capitalisation et discussion</p> <p>Promouvoir la participation dans les conférences internationales</p> <p>Radio, presse écrite, télévision, les événements nationaux et internationaux, canaux traditionnels, documentaire</p>	Connaissances et conscience du défi posé par le CC et des mesures à prendre; Renforcement du cadre politique, légal et institutionnel; Promotion de l'intégration de mesures d'adaptation et mitigation dans le développement du pays
Renforcer les capacités techniques du gouvernement				
Experts en CC Burundais et internationaux, coordonnés par l'OBPE	<p>Origines, effets et impacts du CC</p> <p>Urgence et options d'adaptation et mitigation</p>	Cadre des ministères sectoriels et des instituts associés (cadre en charge de sujets ou thèmes liés au cc, cadre	<p>Programmes et ateliers de capitalisation et discussion</p> <p>Promouvoir la participation en échange international</p>	Adaptation systématique de la Société Burundaise au CC à travers l'intégration et application de mesures d'adaptation et mitigation dans les différents secteurs et par la

<p>Plus tard: Etablissement d'un système d'actualisation permanent</p>	<p>Les lacunes politiques, légaux et institutionnels</p> <p>Les processus politiques et scientifiques au niveau international</p> <p>Comment intégrer l'adaptation et la mitigation dans les stratégies de développement et sectorielles</p> <p>Comment présenter et vulgariser l'information pertinente</p> <p>Sources d'information</p>	<p>chargé de communication)</p>	<p>Radio, télévision, presse écrite, nouveaux médias, bulletin d'information canaux traditionnels, documentaire</p>	<p>vulgarisation d'information au public vulnérable ou intéressé</p>
Préparer les multiplicateurs non gouvernementaux				
<p>Experts en CC Burundais et internationaux, coordonnés par l'OBPE</p> <p>Partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux (ONG, Maison de la Presse, autres)</p> <p>Plus tard: Intégration</p>	<p>Origines, effets et impacts du CC</p> <p>Urgence et options d'adaptation et mitigation</p> <p>Le cadre politique, légal et institutionnel</p> <p>Les processus politiques et scientifiques au niveau international</p> <p>Comment présenter et</p>	<p>Les médias (radios, télévision, journaux, internet) et journalistes, les ONG,</p> <p>les églises, les universités, le secteur de la télécommunication (surtout téléphones portables),</p> <p>la Croix Rouge du Burundi,</p>	<p>Programmes et ateliers de capitalisation et discussion</p> <p>Promouvoir participation en échange international</p> <p>Radio, télévision, presse écrite, nouveaux médias, bulletins d'information canaux traditionnels, documentaire</p>	<p>Vulgarisation des informations sur le CC et mesures d'adaptation et mitigation au public général avec le but de contribuer à un changement de comportement en faveur du développement durable</p>

dans le système d'actualisation permanent	vulgariser l'information pertinente dans le cadre de ses activités Sources d'information	les leaders traditionnels		
Sensibiliser et informer la population vulnérable et le grand public				
Les multiplicateurs gouvernementaux et non gouvernementaux préparés	Origines, effets et impacts du cc, urgence et options d'adaptation, p.ex. (nouvelles) technologies d'adaptation agricole	Populations vulnérables (agriculteurs et autres), étudiants etc.	Médias (surtout radio), enseignement scolaire et universitaire, brochures, affiches, champs-école, ateliers, les canaux traditionnels, etc.	Adaptation de l'agriculture aux réalités climatologiques, Réduction des risques liés au CC, Jeunes diplômés sensibilisés pour considérer le CC dans leur travail

Ces axes de communication doivent être complétés par un renforcement du cadre politique, législatif et institutionnel (chapitre 4.1) pour faire face aux défis posés par le changement climatique.

4.3 Partie B: prévisions météorologiques et système d'alerte précoce axé sur la population

4.3.1 Les éléments clés

4.3.1.1 Les groupes et usagers cibles

Dans cette partie de la stratégie il faut de nouveau différencier les groupes cibles, même si en fin de compte presque toute la société a besoin des informations météorologiques et d'alerte précoce. Les usagers cibles sont les paysans, les décideurs politiques (législatifs et exécutifs) et la population exposée aux aléas climatiques.

- **Les agri-éleveurs** représentent le groupe principal ayant besoin de recevoir des informations météorologiques fiables pour

- connaître le début des saisons pluvieuses A et B, ajuster le calendrier agricole afin d'identifier la meilleure date de semis,
- connaître les caractéristiques générales de la prochaine saison pluvieuse (niveau de précipitation attendu étant normal, au-dessus ou au-dessous de la moyenne) pour choisir des semences / des produits appropriés,
- connaître les prévisions des prochains jours pour pouvoir décider p.ex. des besoins d'irrigation et de la date de récolte idéale,
- être informé en avance des risques de sécheresse et de famine pour pouvoir s'y préparer.

Pour l'assistance directe au monde rural, il sera fourni aux paysans des avis et conseils agro-météorologiques pour la planification et la conduite rationnelle des travaux agricoles en liaison avec des structures de vulgarisation pleinement opérationnelles.

- **Les dirigeants politiques**, pour pouvoir prendre les décisions appropriées, doivent être conscients des effets du changement climatique et des risques de désastres dans le pays autant que de l'importance d'un système d'information météorologique et d'alerte précoce pour réduire les impacts négatifs.
- **Les cadres techniques** des secteurs dépendants des conditions climatiques (agriculture et élevage, énergie, santé, transport etc.) et les responsables d'une gestion efficace de catastrophes (coordonnés dans la PNPRGC) doivent connaître les risques existants au pays (origines, zones plus affectées, population vulnérable etc.) et recevoir l'information nécessaire pour pouvoir prendre les mesures préventives, préparatrices et de réponse appropriées.
- **La population vivant en zones dangereuses** (inondations, glissements de terrain, sécheresse etc.) doit connaître les risques auxquels elle est exposée, ses options de prévention et préparation et les mécanismes d'évacuation et de réponse en cas de nécessité. Elle a aussi besoin d'être mise à jour régulièrement sur la situation de risque, surtout durant la période pluvieuse et de recevoir des alertes en cas d'événement extrême (pluie extrême, inondation de rizière) imminent.

Les groupes cibles prioritaires sont

- *les agriculteurs et éleveurs qui ont spécialement besoin des prévisions saisonnières,*
- *les décideurs politiques,*
- *les cadres techniques des secteurs agriculture, énergie, santé et transport et de la PNPRGC, et*
- *la population qui dépend d'une alerte précoce pour se protéger face aux aléas climatiques*

- **La société en général** a un intérêt à connaître les prévisions météorologiques pour adapter ses activités (hydro énergie, santé, autres) et pour pouvoir se préparer aux conséquences possibles d'événements extrêmes qui peuvent avoir des impacts directs dans chaque région du pays (sécheresse, chute de grêle, forte pluie etc.) ou des effets indirects généralisés (hausse des prix, manque d'énergie, routes coupées etc.). Un système d'alerte établi pour les événements climatiques peut aussi servir pour la communication rapide à la population dans d'autres cas d'urgence (p.ex. tremblement de terre).

4.3.1.2 Les messages ou les informations destinées aux usagers

Les messages clés à communiquer sont les suivants:

- **Les prévisions météorologiques saisonnières** avant le début des saisons pluvieuses A et B: Elles concernent l'installation et la qualité de la saison et sont nécessaires afin de permettre aux paysans et aux encadreurs de planifier les activités et de prendre des dispositions alternatives (par exemple changement de variété de semis en cas d'épisodes secs) en vue de sauver la campagne agricole. Le développement des prévisions phytosanitaires en liaison avec les conditions météorologiques peuvent être initié par exemple en mettant en place un système de suivi des principaux insectes parasites afin de limiter davantage le nombre et les coûts de traitement;
- **Les prévisions à court terme** (10 jours, 3 jours, journalières): la prévision météorologique quotidienne du temps concerne la pluie, la température et le vent. Elles peuvent être diffusées trois fois par jour en français et en Kirundi permettant aux usagers de planifier les activités. Un bulletin d'information agro-hydro-météorologique pourrait être diffusé 3 fois par mois par la radio privée et étatique au cours de la saison des pluies.
- Les prévisions météorologiques doivent être accompagnées par **des conseils agro-météorologiques** concernant le moment de semis, choix de site de culture, choix de variété, labours, sarclage, épandages d'engrais, entretien des champs et d'apparition d'ennemis des cultures, et de maladies.
- **Le risque de catastrophe** existant dans le pays (information spécifique pour les différentes régions, communes, voire collines) prenant en compte les aléas actuels et futurs, les conditions de vulnérabilité et les possibilités de prévention et préparation.
- **La connaissance du système d'alerte précoce, des acteurs responsables et des orientations de réponse en cas d'alerte.**
- **L'alerte précoce** indiquant le niveau de risque (temps, ampleur, sévérité) et les principales orientations de réaction (p.ex. appel à l'évacuation).

Les messages les plus pertinents sont

- *Les prévisions saisonnières, accompagnées par des conseils agro-météorologiques*
- *les informations sur le risque de catastrophes et les possibilités de prévention et protection, et l'alerte précoce pour se protéger face aux aléas climatiques*

Au niveau de la production des messages, ils peuvent être d'ordre scientifiques ou empiriques (ou traditionnelles), et garderont une interaction entre les connaissances scientifiques et les connaissances locales.

Les informations doivent être diffusées dans un langage clair et compréhensible pour le client ou le groupe cible. Concernant l'émission de messages de la part de l'IGEBU, cet institut doit être accompagné et appuyé pour donner des messages spécifiques à chaque secteur. Pour rendre opérationnel le système, un cadre de coordination entre l'IGEBU, les médias et les différents ministères sectoriels doit se mettre en place. Chaque ministère doit définir comment le message doit être donné.

4.3.1.3 Les messagers

Les messagers principaux sont:

L'IGEBU est le principal messenger pour le suivi permanent des conditions climatiques, l'élaboration des prévisions météorologiques saisonnières et à court terme et l'identification de conditions de risque élevées. Selon des chaînes et protocoles soigneusement établis, l'IGEBU doit informer d'un côté le public en général et/ou les institutions compétentes pour le traitement des informations et la diffusion au public intéressé (avant tout la PNPRGC en cas de risques des catastrophes et alertes précoces et les ministères responsables des acteurs dépendants – agriculture, énergie, santé et autres)

Différents messagers sont responsables de la diffusion de différents messages

- **Les institutions et acteurs non-gouvernementaux** qui traitent et diffusent l'information météorologique régulière mise à leur disposition par l'IGEBU, c'est-à-dire
 - Les ministères en charge des secteurs intéressés, surtout le MINAGRIE (à travers la DG MAVA) et les ministères de la santé, l'énergie et l'environnement, avec ses instituts rattachés (surtout l'ISABU). Ils utilisent l'information dans le cadre de leurs responsabilités et la diffusent à leurs groupes cibles (agriculteurs, barrages hydro électriques, hôpitaux etc.) avec des directives d'action (recommandations de semis etc.)
 - Les utilisateurs et multiplicateurs non-gouvernementaux de l'information météorologique (ONG, associations, médias)

- **La PNPRGC** qui a la double fonction de:
 - Promouvoir les connaissances de la population en matière de risques de désastres auxquels elle doit faire face, incluant les mesures de prévention et de préparation et priorisant la population dans les régions les plus affectées; et de
 - Coordonner – en se basant sur les connaissances des risques et l'alerte météorologique reçue de la part de l'IGEBU – l'émission des alertes selon les besoins, sa diffusion et la préparation et la réponse effective.

4.3.1.4 Les canaux et supports de communication

Parmi la grande diversité de canaux et supports de communication présentés ci-dessus (4.2.1.2), la plupart sert aussi dans le contexte d'information météorologique et d'alerte précoce. Néanmoins il faut différencier la communication des conditions de risques, de la communication des prévisions météorologiques régulières et de la communication en cas d'alerte précoce.

- **Communication des conditions de risques:** Pour la communication des conditions de risques actuelles et futurs il y a deux approches complémentaires. D'un côté, à travers les médias de masse (radio, page web, télévision etc.) on peut transmettre des informations générales sur les risques et promouvoir une approche préventive et de préparation parmi le grand public. De l'autre côté, pour assurer l'appropriation des concepts fondamentaux (vulnérabilité, adaptation etc.) et adapter l'action aux conditions spécifiques il est important de réaliser des analyses de risques régionales et locales, jusqu'au niveau de collines. Au niveau communal et collinaire, il est recommandé de commencer avec les localités les plus exposées et vulnérables (hot spots). La communication des risques peut être intégrée dans d'autres canaux de communications utilisées pour la conscientisation en matière de changement climatique (champs-école, affiches, clubs d'écoute sur le CC des radios communautaires etc.)
- **Les prévisions météorologiques:** Concernant les prévisions météorologiques, il est important d'assurer leur communication rapide et les compléter avec des orientations pratiques. Les médias de masse sont un instrument clé si les journalistes connaissent les orientations d'action indiquées. Au Burundi cela signifie surtout une étroite coopération entre les médias et l'IGEBU, le MINAGRIE, la PNPRGC et éventuellement d'autres acteurs (communication bilatérale ou réunions de diffusion). Les canaux de communication personnalisés (p.ex. à travers le personnel décentralisé du MINAGRIE, les champs-école etc.) sont utiles dans le cas des prévisions saisonnières. Pour les prévisions journalières, les médias quotidiens sont particulièrement indiqués. Il est recommandé d'établir des routines pour qu'avec le temps tout le Burundi sache quand et où trouver cette information (p.ex. dans les radios toujours après l'émission du journal, dans la presse écrite ou en ligne toujours au même lieu, page web de l'IGEBU etc.). Pour quelques informations clés (p.ex. début de la saison pluvieuse prévu) on pourrait considérer l'utilisation des SMS. Une option serait aussi d'élaborer et diffuser, au cours de la campagne agricole, un bulletin d'information agro-hydro-météorologique tous les 10 jours par un Groupe de Travail Pluridisciplinaire d'Assistance agro météorologique (GTPA), composé des représentants des services techniques de l'agriculture, de la météorologie, de l'hydrologie et de la communication. Ce bulletin devrait retracer pour les 10 jours écoulés, la situation météorologique du temps et de la pluviométrie, la situation des cultures, des cours d'eaux, des pâturages, des déprédateurs et faire des projections pour les 10 jours à venir.

Aussi pour la diffusion des informations météorologiques, sur les risques et des alertes la radio est le canal principal pour toucher la population. D'autres supports sont nécessaires, dépendant du message à diffuser, du groupe cible à atteindre et du messenger.

Pour le renforcement des moyens de communication, le schéma approprié pour la diffusion des informations météorologiques doit s'appuyer sur les organisations rurales, les structures d'encadrement (de vulgarisation) agricole du pays et les ONG. Ce qui permet de faciliter le transfert de compétence. Il faut impliquer davantage la radio étatique, les radios privées ou communautaires dans la diffusion des produits, dans la sensibilisation et la mise en œuvre des activités d'assistance météorologique au monde rural, en créant des créneaux et des émissions destinées au monde rural.

- **L'alerte précoce:** L'alerte précoce, une fois accordée parmi l'IGEBU et la PNPRGC, doit être diffusée de manière rapide, compréhensible et avec de indications d'action claires. Ce sont de nouveau les médias de masse (incluant le SMS) qui sont fondamentaux, mais aussi la communication directe avec tous les acteurs à impliquer au niveau décentralisé et ayant accès à la population potentiellement affectée par l'événement extrême attendu (E-mail, téléphone). Au niveau communal et collinaire d'autres instruments directs peuvent être utilisés (porte-à porte, tambours, sirènes, mégaphones etc.).

Chaque secteur utilisateur des informations météorologiques et des alertes doit avoir un point focal pour recevoir et traiter cette information de manière appropriée. L'IGEBU sera doté d'une cellule de communication pour les informations météorologiques.

4.3.2 Les axes de communication et les lignes d'action principales

Trois axes de communication sont considérés comme primordiaux:

- Renforcer les connaissances sur les risques climatiques au Burundi et sur les possibilités de prévention et préparation;
- Diffuser les prévisions météorologiques accompagnées d'orientations agro-météorologiques;
- Diffuser les alertes accompagnées d'instructions de réponse;

Ces axes de communication peuvent se résumer de la façon suivante (non-exhaustive):

QUI? FOURNISSEUR D'INFORMATION	DIT QUOI? INFORMATION MESSAGE	A QUI? DESTINATAIRE	A TRAVERS QUEL CANAL?	AVEC QUEL EFFET? OBJECTIFS
Renforcer les connaissances sur les risques climatiques au Burundi				
PNPRGC et autres	Risques climatiques existants au Burundi (aléas, vulnérabilité, impacts) Effets pertinents du CC Possibilités de prévention et préparation Acteurs responsables pour et engagés dans la réduction des risques	Dirigeants politiques, cadres techniques des ministères sectoriels Population	Médias de masse (radio, page web, télévision, presse etc.) Elaboration participative de cartes de risques Conférences et ateliers de sensibilisation et capitalisation Evénements nationaux et internationaux	Connaissances et conscience des risques climatiques et des mesures à prendre; Renforcement institutionnel; Promotion de l'intégration de mesures de prévention dans le développement du pays
Diffuser les prévisions météorologiques				
IGEBU avec MINAGRIE et autres ministères dépendants des informations météorologiques	Prévisions météorologiques saisonnières et de court terme Orientations agro-météorologiques	Grand public, spécialement les agriculteurs et éleveurs et les acteurs des secteurs dépendants (agriculture, santé, énergie, transport, etc.)	Medias de masse (radio, presse site web etc.) Réunions de diffusion et discussion Autres selon secteur (bulletins, affiches, champs-école etc.)	Utilisation des informations pour augmenter la production agricole et réduire les effets néfastes a travers d'une meilleure préparation (santé, énergie, transport)
Diffuser les alertes				
PNPRGC Multiplicateurs gouvernementaux et non gouvernementaux préparés	Alertes rapides, claires et compréhensibles accompagnées d'instructions de préparation et réponse	Population, surtout dans les zones probablement affectées Les acteurs impliqués dans la diffusion des alerte et dans une réponse efficace, aux niveaux national et décentralisés jusqu'aux collines	Médias (surtout radio, en plus: site web, presse écrite, télévision etc.), système SMS Téléphone et e-mail Instruments locaux (porte-à-porte, sirènes, tambours, mégaphones etc.)	Préparation et réponse efficace de part des acteurs responsables et de la population afin de réduire les pertes humaines et économiques

Le renforcement systématique de ces axes de communication est urgent. Trois « bottlenecks » principaux à résoudre ont été identifiés:

- **la base de connaissances** en matière de conditions météorologiques (incluant le changement climatique et les possibilités des prévisions) et de risques de catastrophes doit être renforcée (recherche et formation scientifique, conscientisation et information du grand public, accès à l'information, options de réponse et adaptation);
- **la transmission d'informations météorologiques (incluant les alertes) de l'IGEBU** aux acteurs en charge de son utilisation, interprétation et diffusion de manière efficace à son public cible doit être rendue plus fiable et plus rapide; pour celui-ci il est indispensable d'établir des mécanismes de communications efficaces entre ces acteurs au niveau national;
- **la capacité de diffusion et de réponse** selon les responsabilités du secteur/des acteurs doit être augmentée (réception, interprétation et vulgarisation de l'information reçue de l'IGEBU, communication efficace pour toucher tout le groupe cible de manière compréhensible et rapide, renforcement des capacités du groupe cible pour pouvoir agir adéquatement sur la base de l'information reçue).

Un prérequis général pour l'amélioration est **le renforcement du fonctionnement de l'IGEBU et de la Plateforme Nationale pour la Prévention de Risques et Gestion des Catastrophes (PNPRGC)**. Celui-ci implique une volonté politique claire d'assigner à ces acteurs clés les moyens financiers, les ressources humaines qualifiées et l'appui politique nécessaire afin d'assurer une communication efficace et fiable en matière de prévisions météorologiques générales et d'alerte précoce. Parmi les lignes d'action, **la conscientisation des cercles politiques** doit donc de nouveau apparaître.

5 Plan d'action



Inondations à Bujumbura, récolte perdue, le 10 février 2014

Le Plan d'action présente les activités considérées pertinentes pour la mise en œuvre de la stratégie de communication en matière d'adaptation au changement climatique et d'alerte précoce. Les activités sont divisées en fonction des deux parties de la stratégie et présentées selon les lignes d'actions identifiées. Néanmoins quelques activités présentées dans la deuxième partie en référence à l'information météorologique et l'alerte précoce peuvent et devraient être intégrées ou combinées avec les activités plus générales de la première partie. Cela est important surtout pour les activités de sensibilisation et de formation des dirigeants politiques, cadres ministériels et autres acteurs importants (média, ONG, scientifiques etc.). Les activités en faveur du renforcement politique, législatif et institutionnel qui est d'importance pour les deux parties se trouvent présentées, de manière globale, dans le Plan d'Action de la première partie (A 1) alors que des activités plus spécialement liées à la deuxième partie sont intégrées dans les lignes d'action correspondantes.

Le calendrier s'étend de juin 2014 jusqu'à la fin de l'année 2018, divisé grossièrement en trois étapes:

Première étape (juin 2014 – juin 2015) INITIALE

- Vulgarisation de la stratégie de communication et organisation de sa mise en œuvre
- Réviser et renforcer le cadre politique, législatif et institutionnel

- Sensibiliser et former les dirigeants politiques et les cadres techniques au niveau central, incluant des formations des formateurs et les personnes responsables de la communication et de la diffusion
- Identifier et coordonner la vulgarisation avec les multiplicateurs non gouvernementaux les plus pertinents et accessibles (radios etc.)
- Etablissement de mécanismes de coordination et de systèmes de suivi

Deuxième étape (juillet 2015 – juin 2016)

MISE EN OEUVRE ET AMPLIFICATION

- Donner suite au renforcement législatif et institutionnel
- Sensibiliser et former les cadres techniques décentralisés
- Etablissement d'un système d'actualisation des connaissances permanent
- Impliquer le secteur privé dans la diffusion
- Intégrer le CC dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur
- Mise en œuvre des stratégies de diffusion
- Application et validation des mécanismes de coordination et des systèmes de suivi

Troisième étape (juillet 2016 – décembre 2018) CONSOLIDATION

- Mise en œuvre des mécanismes et stratégies établis
- Suivi des impacts et révision selon les besoins

Le Plan d'Action devra être revu et adapté au moins à la fin de chaque étape, c'est-à-dire approximativement en Juin 2015, Juin 2016 et dans les derniers mois de l'année 2018.

La mise en œuvre de la Stratégie exige, de manière globale, d'une phase de vulgarisation et l'implication de tous les acteurs pertinents, de l'établissement d'une structure de direction et coordination et d'un accord sur un système de suivi. Ces activités globales sont présentées au début du Plan d'Action.

N°	ACTIVITE	RESPONSABLE	INDICATEURS	GROUPE CIBLE	CALENDRIER					PARTENAIRES
					2014	2015	2016	2017	2018	
0) Coordination, mise en œuvre et suivi à la stratégie de communication										
0 1	Établir une structure de coordination et suivi pour la stratégie de communication	MEEATU - OBPE	Structure de coordination et suivi établie (membres, activités, responsabilités, etc.)	« n'applique pas »						Vice-Présidence, PNPRGC, IGEBU, MINAGRIE, GIZ, autres
0 2	Vulgariser la stratégie	MEEATU - OBPE	Activités définies et réalisées							Vice-Présidence, PNPRGC, IGEBU, MINAGRIE, GIZ, autres
0 3	Etablir des accords de coopération avec les partenaires stratégiques et identifier les lignes budgétaires / appui financier nécessaires	MEEATU - OBPE avec IGEBU et PNPRGC	Accords de coopération Plan d'Action avec sources de financement							Vice-Présidence, partenaires stratégiques
0 4	Etablir mécanisme de suivi pour la stratégie	MEEATU - OBPE	Système de suivi établi (membres de l'équipe technique, mécanismes)							Vice-Présidence, membres de structure de coordination établie, GIZ
0 4.1	Suivi semestriel par équipe technique	MEEATU - OBPE Equipe technique	Rapports semestriels							GIZ
0 4.2	Ateliers de suivi plus amples à la fin de chaque étape	MEEATU - OBPE	Rapports d'évaluation et actualisation							Vice-Présidence, membres de structure de coordination et suivi, partenaires stratégiques
A) Sensibilisation et information de l'opinion publique en matière d'adaptation au changement climatique										
A 1 Renforcement du cadre politique, législatif et institutionnel										
A 1.1	Accélérer l'adoption de la Politique Nationale sur le CC	MEEATU - OBPE	Politique Nationale adoptée par le Gouvernement	« n'applique pas »						Parlement, MINAGRIE, GIZ, autres
A1.2	Analyse institutionnelle pour l'adaptation au CC	MEEATU - OBPE	Analyse élaborée et diffusée aux partenaires							MINAGRIE, MINISANTÉ, MEM
A 1.3	Etablir une structure de coordination interministérielle	MEEATU - OBPE	Mécanismes de concertation interministérielle en place et se tiennent régulièrement (rapports)							(Vice)Présidence, GIZ
A 1.4	Etablir un système de suivi pour les avancées en matière de changement climatique	MEEATU - OBPE	Rapports d'avancement en matière de CC publiés							Membres de structure de coordination établie
A 1.5	Réviser le système des points focaux des ministères sectoriels pour	MEEATU - OBPE								Ministères sectoriels

N°	ACTIVITE	RESPONSABLE	INDICATEURS	GROUPE CIBLE	CALENDRIER					PARTENAIRES	
					2014	2015	2016	2017	2018		
	l'environnement et le CC										
A 1.6	Intégrer le cc dans les stratégies sectorielles:		Nombre de stratégies sectorielles CC ou ayant intégrés le cc								
	Révision de la stratégie de CC du MEEATU	MEEATU (OBPE)	Stratégie d'adaptation au CC révisée								MEEATU - OBPE, GIZ, BAD, autres
	Elaboration stratégie CC du MINAGRIE	MINAGRIE	Stratégie d'adaptation au CC élaborée et approuvée								MEEATU - OBPE, GIZ, PAIOSA, autres
	Elaboration stratégie CC du MINISANTE	MINISANTE	Stratégie d'adaptation au CC élaborée et approuvée								MEEATU - OBPE, GIZ-Aluma, autres
	Elaboration stratégie MEM	MEM	Stratégie d'adaptation au CC élaborée et approuvée								MEEATU - OBPE, Secteur privé, BM /BAD /EU, autres
	Promouvoir l'intégration du CC dans les stratégies sectorielles des autres ministères, selon les besoins	MEEATU (OBPE)	Activités de plaidoyers menées en faveur de l'intégration du CC Nombre de stratégies intégrant CC								
A 1.7	Identifier besoins d'adaptation du cadre législatif	MEEATU - OBPE	Evaluation des besoins d'adaptation du cadre législatif conduite								(Vice)Présidence, GIZ, autres ministères
A 1.8	Adapter le cadre législatif selon les besoins identifiés	MEEATU - OBPE	Mesures prises pour répondre aux besoins identifiés								(Vice)Présidence, GIZ, autres ministères, Parlement
A 2 Sensibiliser les décideurs politiques											
A 2.1	Identifier les besoins d'information et les dirigeants politiques clés	MEEATU - OBPE	Stratégie de conscientisation établie (en passant par les plaidoyers et lobbying)								Vice-Présidence, MINAGRIE, autres ministères, GIZ, BAD
A 2.2	Sensibiliser et informer régulièrement les dirigeants politiques clés identifiés	MEEATU - OBPE	Activités réalisées selon stratégie établie. Appui politique aux activités clés de renforcement institutionnel (A 1.1, 1.3, 1.6, 1.8), Rapports	Membres du Parlement, Cadres dirigeants dans les Ministères clés, Gouverneurs des Provinces, autres à identifier							Vice-Présidence, GIZ, BAD, Université du Burundi (UB), ONG (ACVE, ALUMA et autres)
A 3 Renforcer les capacités techniques du gouvernement											
A 3.1	Identifier les besoins de formation au niveau technique (contenus et groupes cibles)	MEEATU - OBPE	Grilles/questionnaires de diagnostic des besoins de formation élaborés Rapport sur résultats								MINAGRIE, autres ministères GIZ, BAD
A 3.2	Former le personnel de haut niveau	MEEATU - OBPE	Nombre de fonctionnaires formés,	Directeurs des directions							GIZ, Université du Burundi

N°	ACTIVITE	RESPONSABLE	INDICATEURS	GROUPE CIBLE	CALENDRIER					PARTENAIRES	
					2014	2015	2016	2017	2018		
	(formation intersectorielle)		évaluation de l'activité	(générales)							(UB), autres
A 3.3	Former le personnel technique au sein des ministères sectoriels (niveau central)	Entités responsables au sein des Ministères	Nombre d'ateliers, réunions, sessions de formations tenues	Cadres techniques sectoriels au niveau central (ministères et instituts associés)							MEEATU/IGEBU, ISABU, GIZ, BAD, PAIOSA, PROSANUT, UB, INADES, 350, ACVE, autres
A 3.4	Former des formateurs au sein des ministères sectoriels	Entités responsables au sein des Ministères	Rapport de formations réalisées, rapport d'activités des formateurs formés	Cadres techniques en charge de diffusion de l'information							MEEATU/IGEBU, ISABU, GIZ, BAD, PAIOSA, PROSANUT, UB, INADES, 350, ACVE, CAFOB, autres
A 3.5	Former le personnel technique au sein des ministères sectoriels, au niveau décentralisé	Entités responsables au sein des Ministères	Nombre d'ateliers, réunions, sessions de formations tenues Pourcentage et qualité de la participation des fonctionnaires	Cadres techniques sectoriels au niveau province et commune							Ministères sectoriels, organisations à base communautaire, conseil communal, les mêmes de 3.4
A 3.6	Renforcer les entités responsables de la communication en termes de connaissances et moyens	Entités responsables au sein des Ministères	Cadre formé et équipé adéquatement	Cadres des directions chargés de communication interne et externe							MEEATU, autres
A 3.7	Etablir un système de suivi, renforcement et actualisation des connaissances	MEEATU – OBPE et responsables des autres ministères	Système mis en place (rapports)								GIZ, autres
A 4 Préparer les multiplicateurs non gouvernementaux											
A 4.1	Identifier les médias et les journalistes intéressés	MEEATU – OBPE	Liste des medias les plus largement suivis établie Liste des journalistes intéressés établie								Médias, Maison de la Presse, Association des Journalistes, ministères, GIZ, autres
A 4.2	Former des journalistes clés intéressés	MEEATU – OBPE	Nombre d'ateliers de formation organisés Nombre de journalistes formés Rapport d'atelier	Journalistes intéressés (radio, presse, tv, autres)							Maison de la Presse, IGEBU, ISABU, INADES, UB, 350, GIZ, Association des Femmes Juristes (AFJO), autres
A 4.3	Créer un réseau de journalistes formés en matière DE cc	MEEATU – OBPE	Chaine de communication établie, opérationnelle et connue de tous Nombre de journalistes formés								Journalistes formés, Maison de la Presse, GIZ, autres
A4.4	Sensibiliser les responsables des médias identifiés comme prioritaires	MEEATU- OBPE	Nombre d'ateliers de formation organisés Accords coopération	Responsables des médias priorisées (radio, presse, tv, autres)							MINAGRIE, autres ministères ACVE, 350, GIZ, autres

N°	ACTIVITE	RESPONSABLE	INDICATEURS	GROUPE CIBLE	CALENDRIER					PARTENAIRES	
					2014	2015	2016	2017	2018		
	Réviser la stratégie nationale et le plan d'action en matière d'éducation environnementale et de sensibilisation et inclure le CC dans l'éducation primaire et secondaire	Ministère de l'Education	Stratégie révisée								MEEATU, autres
A5.2	Mise en œuvre des stratégies sectorielles de communication	Responsables des ministères	Activités de communication menées comportant des aspects liés au CC, selon les stratégies établies	Cadre décentralisé (surtout niveau commune et colline) Autorités et leaders locaux, population							Selon stratégies
A 5.3	Intégrer les connaissances en changement climatique et en mesures d'adaptation dans les programmes de formation	Universités et centres de formation	Cadre de cours sur le CC intégré dans l'enseignement supérieur	Étudiants de l'enseignement supérieur des différentes facultés relevant							IGEBU, GIZ, autres ministères, autres
A 5.4	Sensibiliser en matière de CC et vulgariser des options d'adaptation à travers les masses médias	Médias et journalistes	Quantité et qualité des supports médiatiques diffusés Press-book	Société en générale, surtout population et secteur privé vulnérables							IGEBU, ministères, autres
A 5.5	Sensibiliser en matière de CC et vulgariser des options d'adaptation à travers le contact direct	ONG, associations, églises et autres	Nombre d'agents vulgarisateur Nombre d'activités menées Nombre de personnes sensibilisées (surtout les usagers cibles)	Population vulnérable							IGEBU, ministères, autres
A 5.6	Sensibiliser en matière de CC et vulgariser des options d'adaptation selon les possibilités du secteur privé (chaines de production, associations, plaidoyers chez les clients, appui financier)	Secteur privé, associations	Nombre d'activités menées avec le secteur privé Nombre de personnes sensibilisées Compte rendus d'activités	Secteur privé vulnérable, clients, société en générale							IGEBU, ministères, autres
A 5.7	Etablissement d'un système de suivi pour le niveau de conscientisation du public en matière de CC	MEEATU – OBPE	Synthèse de suivi établi Rapports de suivi selon système établi								Multiplicateurs gouvernementaux et non gouvernementaux, autres

B) Prévisions météorologiques et système d'alerte précoce axé sur la population

B 1 Sensibiliser les décideurs politiques

B 1.1	Identifier les besoins d'information et les dirigeants politiques clés	MEEATU et PNPRGC	Stratégie de conscientisation établie	« n'applique pas »							Ministères, PNUD, OMM, GIZ, BAD, autres
-------	--	------------------	---------------------------------------	--------------------	--	--	--	--	--	--	---

N°	ACTIVITE	RESPONSABLE	INDICATEURS	GROUPE CIBLE	CALENDRIER					PARTENAIRES	
					2014	2015	2016	2017	2018		
B 1.2	Sensibiliser les dirigeants politiques sur l'importance et les besoins de renforcement de l'IGEBU et de la PNRPGC et informer régulièrement	MEEATU et PNRPGC	Activités réalisées selon stratégie établie Appui politique aux activités clés de renforcement institutionnel (B 2.1, B 4.2, B 4.4), rapports	Membres du Parlement, Cadres dirigeants dans les Ministères clés, autres à identifier							PNUD, OMM, GIZ, BAD, Université du Burundi, autres
B 2 Améliorer la base de connaissances météorologiques et des risques de catastrophe											
B 2.1	Renforcer les capacités de l'IGEBU pour améliorer les connaissances sur les effets du CC et les prévisions météorologiques, surtout:	MEEATU - IGEBU									
	Augmenter la base budgétaire pour le fonctionnement de l'IGEBU		Budget alloué à l'IGEBU								(Vice) Présidence, Ministère des Finances, Parlement, MEEATU, autres
	Augmenter le nombre de cadres qualifiés en charge du suivi et des prévisions hydrométéorologiques		Nombre de nouveaux personnels employés								(Vice)Présidence, Ministère de Finances, autres,
	Renforcer la base scientifique et méthodologique (réseau hydrométéorologique du Burundi) Equiper l'IGEBU des équipements en vue de faire la modélisation et la simulation sur le climat Renforcer les échanges avec les autres centres régionaux		Nombre et état des stations hydrométéorologiques								BAD, OMM, FAO, PROSANUT
	Renforcer l'échange avec des fournisseurs de prévisions météorologiques au niveau régional et international		Cadre de l'IGEBU conscient de l'utilité d'autres sources Utilisation comme sources dans les prévisions météorologiques publiées								IRI/IFRC, CRB, FEWS-NET
	Amplifier la base scientifique pour le suivi et les prévisions hydrométéorologiques (stations, sources d'information, équipement)		Nombre et état des stations Inventaire des équipements manquants								BAD, IFRC, FEWS-Net, autres
B 2.2	Etablir une base de données sur les risques et mesures de sensibilisation, prévention et préparation	PNRPGC	Base de données établie et utilisée par les membres de la PNRPGC								IGEBU, Ministères, PNUD, GIZ, CRB, autres membres DE la PNRPGC

N°	ACTIVITE	RESPONSABLE	INDICATEURS	GROUPE CIBLE	CALENDRIER					PARTENAIRES	
					2014	2015	2016	2017	2018		
B 2.3	Réaliser des analyses de risque locales et participatives, établir guide pour analyses	PNPRGC	Cartographies locales des risques établies Guide d'élaboration participative d'analyses de risque	PNPRGC, CRB, autorités et autres responsables de la PRGC au niveau décentralisé, population							Autorités décentralisées, Croix-Rouge du Burundi (CRB), GIZ, autres
B 2.4	Sensibiliser et informer la population sur les risques à travers les médias et autres multiplicateurs	MEEATU / IGEBU et PNPRGC	Nombre d'émissions de radio Nombre d'activités menées par les multiplicateurs Nombre de personnes sensibilisées	Population							MEEATU, MINAGRIE, Min. de l'Education, médias, CRB, GIZ, organisation de la société civile, les ONG, autres
B 2.5	Former les cadres ministériels, les journalistes et autres multiplicateurs en matière de risques	PNPRGC	Pourcentage du cadre et numéro de multiplicateurs formés Compte rendus d'ateliers	Cadres ministériels de secteurs les plus vulnérables ou importants, médias, journalistes, ONG							MEEATU, autres ministères, Université du Burundi (UB), GIZ
B 2.6	Promouvoir l'intégration de la réduction des risques dans les politiques et stratégies sectorielles	PNPRGC	Rapport d'activités de la PNPRGC Nombre de politiques et stratégies intégrant la réduction des risques								Ministères sectoriels, PNUD, GIZ, autres
B 2.7	Intégrer les connaissances sur les risques et sa réduction dans l'éducation primaire, secondaire et supérieure	Ministère de l'Education	Programmes scolaires intégrant la réduction des risques Rapports	Grand public à travers les élèves et étudiants							PNPRGC
B 3 Etablir une communication efficace au niveau national pour la transmission d'informations météorologiques et d'alertes précoce											
B 3.1	Renforcer la capacité de l'IGEBU pour pouvoir générer et présenter adéquatement les informations météorologiques (cellule de communication)	MEEATU - IGEBU	Nombre d'employés en charge de l'observation météorologique Cellule de communication Guide pour la production et présentation des infos météo élaborée et appliquée	Météorologistes de l'IGEBU							(Vice)Présidence Expert en communication, BAD, OMM, Maison de la Presse, autres
B 3.2	Former les cadres de l'IGEBU pour fournir les prévisions météorologiques à court terme pour chaque zone agro-écologique du Burundi	MEEATU - IGEBU	Ateliers de formation menés Nombre de personnes formées Informations présentées	Météorologistes de l'IGEBU							MEEATU, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, MINAGRIE, Université du Burundi (UB), GIZ et autres
B 3.3	Etablir « société météo »	MEEATU - IGEBU	Liste des participants à la société météo établie								BAD, ministères, médias, ACVE, CAFOB, 350, autres

N°	ACTIVITE	RESPONSABLE	INDICATEURS	GROUPE CIBLE	CALENDRIER					PARTENAIRES	
					2014	2015	2016	2017	2018		
	compréhensible d'alerte précoce (avec des seuils d'alertes claires en numéros et/ou couleurs)		simulations et diffusé dans les activités suivantes								
B 4.2	Renforcer les capacités de communication et coordination multisectorielle de la PNPRGC à tous les niveaux et entre niveaux	PNPRGC	Mécanisme de coordination et communication établi Réunions régulières Projets en commun								Entités membres, (Vice) Présidence, PNUD, GIZ, autres
B 4.3	Renforcer les capacités pour les membres des plateformes PRGC au niveau Province	PNPRGC	Plateformes au niveau province opérationnels selon système d'évaluation établi (voir B 4.5)	Membres des plateformes au niveau Province							PNUD, CRB, GIZ, autres
B 4.4	Créer et former des nouvelles plateformes PRGC communales et des bases opérationnelles collinaires (celui implique création des plateformes, membres formés, analyse locale de risque, plan de contingence, équipement, exercices de simulation)	PNPRGC	Nombre de plateformes établi et pourcentage fonctionnel selon système d'évaluation établi (voir B 4.5)	Membres des plateformes communales et collinaires							PNUD, GIZ, autres
B 4.5	Réaliser des exercices (simulation) d'urgence (avant ou au début de la saison pluvieuse)	PNPRGC	Rapports évaluatifs annuels sur simulations réalisées								Membres des plateformes, CRB, PNUD, GIZ, autres
B 4.6	Etablir un système d'évaluation et suivi du fonctionnement des structures décentralisées de la PNPRGC	PNPRGC	Système établi Rapports annuels d'avancement								Membres des plateformes, CRB, PNUD, GIZ, autres
B 4.7	Intégrer les informations météorologiques et les orientations sur l'alerte et réponse efficaces dans les stratégies et les mécanismes de communication des ministères sectoriels	Entités responsables des ministères sectoriels	Nombre de stratégies de communication intégrant les aspects météorologiques								MEEATU, MINAGRIE, MEM, MINISANTE, GIZ, autres
B 4.8	Etablir des accords avec les médias pour assurer un espace régulier pour les informations météorologiques et pour la communication rapide des alertes précoces au grand public	PNPRGC	Protocole, Mémoire								IGEBU, Médias, Maison de la Presse, autres

N°	ACTIVITE	RESPONSABLE	INDICATEURS	GROUPE CIBLE	CALENDRIER					PARTENAIRES	
					2014	2015	2016	2017	2018		
	(donner priorité aux radios, surtout aux radios communautaires)										
B 4.9	Analyser les possibilités d'utiliser, de manière complémentaire, les SMS pour envoyer des messages d'alerte à la population exposée (ou grand public); tenir compte de la durabilité financière	PNPRGC	Protocole, Mémoire								Compagnies de télécommunication (portables), PNUD, GIZ
B 4.10	Intégrer la réponse efficace aux situations d'urgence dans le système d'éducation primaire et secondaire	PNPRGC	Stratégie d'intégration accordée entre PNORGC et Ministère d'Education Rapports d'implémentation	Public scolaire							Ministère d'Education, IGEBU, Université du Burundi, autres
B 4.11	Informers le grand public sur le système d'alerte précoce, les acteurs clés et les mécanismes de réponse efficace aux situations d'urgence	PNPRGC	Nombre de médias mobilisés, nombre d'émissions Canal de retour établi, commentaires reçus sur l'utilité des informations	Grand public							Médias, PNUD, GIZ, autres

6 Bibliographie

Burundi

CSC (2013): *Climate Change Scenarios for the Congo Basin*. [Haensler A., Jacob D., Kabat P., Ludwig F. (eds.)]. Climate Service Centre Report No. 11, Hamburg, Germany, ISSN: 2192-4058. – “Fact Sheets – Burundi”.

GIZ/ GITEC, (2014), Produit n°2, Analyse de la connaissance et conscientisation du public en matière d'adaptation au changement climatique

GIZ/ GITEC, (2014), Produit n°3, Analyse du système actuel d'information météorologique et d'alerte précoce

IPCC (2013) Working Group I Contribution to the IPCC Fifth Assessment Report Climate Change 2013: The Physical Science Basis, Cambridge University Press

MEEATU (2010), D.C.N.C.C. Burundi, Mesures et politiques d'adaptations aux changements climatiques

Ministère de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de l'Environnement (2007) PANA - Plan d'action national d'adaptation aux changements climatiques. Bujumbura.

République du Burundi (sans année) Stratégie Nationale de Prévention des Risques et de Gestion des Catastrophes et Plan d'Action National 2012-2015.

République du Burundi / MEEATU (2013) Politique Nationale sur le Changement Climatique. Bujumbura. Mars 2013.

République du Burundi (2013) Stratégie et Plan d'Action du Burundi sur le changement climatique.

Niveau régional et international

UNISDR/PPEW (2006) Développement de système d'alerte précoce: Une liste de contrôle. EWC III Troisième Conférence Internationale sur les systèmes d'alerte précoce. Du concept à l'action. Du 27 au 29 mars 2006. Bonn, Allemagne.

Quelques pages internet

www.climate-services.org

<http://climateservices.zmaw.de/Africa-Middle-East.2038.0.html>

7 Annexe: Liste des médias opérant au Burundi

(Informations de février 2014)

MEDIAS	RESPONSABLES	LOCALISATION GEOGRAPHIQUE	ADRESSES + TELEPHONES	Taux de COUVERTURE
RADIOS				
1 Radio nationale	Freddy Nzeyimana	Bujumbura	nzefreddy@yahoo.fr tel: 22229810 / 77 78 98 60	Nationale
2 Radio Culture	Lawrence Ngenzebuhoro	idem	Port. (257)79 89 92 51 lm1mlawrence3@gmail.com	Presque tout le pays
3 Radio Bonesha FM+	Patrick Nduwimana	idem	nduwipat@yahoo.fr tel: 22 21 96 76 / 79 936 525 76 936 525	80 à 90% du territoire
4 RPA	Eric Manirakiza	Idem	erichelo123@gmail.com Tel: 79 920 704	Nationale
5 Radio Isanganiro	Vincent Nkeshimana	Idem	nkeshiman@yahoo.fr tel: 22246599/ 77 756 990 76 262 130	Nationale sauf Rumonge
6 Radio Ivyizigiro (radio confessionnelle)	Onésime Harubuntu	Idem	harubonesime@yahoo.fr tel: 79/76- 966 238	Nationale
7 Radio Renaissance FM+	Innocent Muhozi	Idem	imuhozi@yahoo.fr tel: 79 910 588	25% du territoire
8 Radio Mariya (radio confessionnelle)	Abbé Désiré Bireha	Idem	desirebireha@yahoo.fr 78/ 79/ 76 – 996 469	Nationale
9 Radio Nderagukura	Gorgon Sabushimike	Bujumbura	sabugorg@yahoo.fr	Nationale

			79 939 174		
10	Radio CCIB FM+	Jean-Jacques Ntamagara	Idem	ntajj@yahoo.fr 78 834 707 / 79 936 818	40% du territoire
11	Radio Salama (<i>radio confessionnelle</i>) Islam	Josiane Inamahoro	Idem	inajose@yahoo.fr 79 901 986/76 207 575 75 259 185	Presque tout le pays
12	Radio Agakiza (<i>radio confessionnelle Adventiste du 7è jour</i>)	Pasteur Jethro Nsabiaremye (Repr. Légal) Pascal Gahungu (Directeur)	Idem	nsabiya@yahoo.com 77 740 851 gahupas@live.com 77 739 986	Petite partie du pays
13	Radio Rema FM+	Claude Nkurunziza	Idem	nzizaclaudy@gmail.com 78 730 627/ 76 7730 626	Nationale
14	Radio Voix d'espoir (<i>radio confessionnelle</i>)	Rev. Emmanuel Sibomana	Idem	Sibo29ask@yahoo.com 79 911 626	Petite partie du pays
15	Radio Menya C'est une radio musicale	Yvette Ihorimbere (RL) Excellent Nimubona (Directeur)	Idem	excellentnim@gmail.com 79 696 000	
TELEVISIONS					
1	Télévision nationale	Nestor Bankumukunzi	Bujumbura	banesitorritv@ymail.com 79 901 945	Nationale
2	Télé Renaissance	Innocent Muhozi	Idem	imuhozi@yahoo.fr 79 910 588	Bujumbura et ses environs
3	Héritage TV (<i>TV confessionnelle</i>)	Libérat Hatungimana	Idem	79 215 100	Nationale
4	Télé Salama	Josiane Inamahoro	Idem	inajose@yahoo.fr 79 901 986/76 207 575 / 75 259 185	Une petite partie du pays
5	Rema TV	Claude Nkurunziza	Idem	nzizaclaudy@gmail.com 78 730 627/ 76 7730 626	Une petite partie du pays

RADIO COMMUNAUTAIRE					
1	RPA Ngozi	Leonce Niyongabo	Ngozi	niyongabol@yahoo.fr 76 911 445	Couvre au moins 8 provinces sur les 17
2	Umuco FM	Jonas Mashurushuru	Ngozi	ufmngozi@yahoo.fr jonasmashu@yahoo.fr 79/ 75 / 968679 77 747 030 / 79 775 734	Couvre au moins 8 provinces sur les 17
3	Radio Star FM	Leonce Ntakirutimana	Makamba Gitega depuis nov. 2013	ntakileonce@yahoo.fr 79 386 264 / 76 289 599	Couvre au moins 8 à 9 provinces sur les 17 (environ 50%)
4	Ijwi Ry'umukenyenzi (Voix de la femme)	Jean Mitterrand Ndayegamiye	Giheta (Gitega)	ijwi.umukenyenzi@yahoo.fr nmitterrand@yahoo.fr 79 977 786	Couvre au moins 8 à 9 provinces sur les 17 (environ 50%)
5	Radio communautaire des femmes				
STUDIOS					
1	Ijambo	Floride Ahitungiye	Bujumbura	fahitungiye@sfcg.org	
2	Tubane	Médiatrice Syori	Idem	tubane@cni.cbinf.com syodia@yahoo.fr 79 177 811	
3	Benevolencija	Johan Deflander	Idem	labenevolencija@gmail.com 79 585 771	
AGENCES DE PRESSE					
1	ABP	Jean Paul Ciza	Bujumbura		
2	Net Press	JC Kavumbagu	Idem		
JOURNAUX					
1	Le Renouveau	Pascaline Biduda	Bujumbura		
2	Ubumwe	Donatien Sabiyumva	Idem	donasabiyumva@yahoo.fr	

3	Arc-En-ciel	Thierry Ndayishimiye	Idem	
4	Syfiades grands lacs	Désiré Nshimirimana	Idem	
5	Ndongezi y'uburundi	Sœur Concilie Nduwimana	Idem	conduwimana@yahoo.fr
6	Iwacu	Antoine Kaburahe	Idem	
7	Net Press	JC Kavumbagu	Idem	
8	Echo du sanctuaire	Père Evode Bigirimana	Idem	
9	Iteka R'Umukenyenzi	Désiré Nshimirimana	Idem	
10	Amani des grands lacs	JC Niyongabo	Idem	
11	Business time	Juvénal Bigirimana	Idem	
12	Business week	Idem	Idem	
13	La référence	Pascalie Ndayisenga	Idem	
14	Burundi Echo	Mélance Maniragaba	Idem	77 115 000 / 79 334 336 22 27 78 68
15	MenyaKibondo	Eric Nkengurutse		
16	Club Infos	Dany Rugonimana	Bujumbura	
17	Umuranzi	Fidès Ndikumana	Idem	
18	Magazine GET IN	Marco Eberlein	Idem	
SITES WEB				
1	www.burundi.net	Joseph Manirafasha		
2	www.cosome.bi	Justine Nkurunziza	Bujumbura	
3	www.leadersmagaonline.com	Rickie Ndagano	Idem	
4	www.burundi-gov.bi	Albert Nyabenda	Idem	
5	www.chemkafrica.com	Edgar Mbaza		
ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES DES MEDIAS				
	Maison de la Presse	Nestor Ntiranyibagira, Directeur		
	Association Burundaise des	Vincent Nkeshimana		

Radiodiffuseurs (ABR)	Président			
Union Burundaise des Journalistes (UBJ)	Niyungeko Alexandre, Président; Maison de la Presse			
Association des femmes journalistes (AFJO)	Désiré Ndziza			
Observatoire de la Presse du Burundi (OPB)	Innocent Muhozi, Président			
Organisation des médias d'Afrique Centrale/ Centre de Monitoring des médias (OMAC/MOMO)	Innocent Nsabimana,			
Association des journalistes pour le développement humain durable: DHD	Alice Hakizimana, Présidente.			

Ce document a été élaboré pour:

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

**Projet Adaptation au Changement Climatique pour la protection des ressources en
Eau et Sol (ACCES)**

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
65760 Eschborn
Allemagne
www.giz.de

Auteurs:

Christina Bollin
Bernard Sindayihebura
Alice Gaillard



GITEC Consult GmbH,
Carlswerkstrasse 13d,
51063 Cologne, Allemagne